

Paix, sécurité et gouvernance : l'Algérie appelle à une action africaine plus concrète face aux crises P2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Dimanche 16 août 2026 / N° 1403 / PRIX 20 DA



Complexe d'El Hadjar
Le partenariat avec China Baowu se précise P7

Exploration pétrolière, carburants et coopération militaire

ALGER RECONSTRUIT SON PARTENARIAT AVEC NIAMEY

Cette première livraison de Jet A-1 constitue une nouvelle étape dans le développement des échanges commerciaux entre Sonatrach et Sonidep, tout en contribuant au renforcement de la coopération énergétique entre l'Algérie et le Niger. P3

Conflit USA-Iran

ORMUZ RESTERA IRANIEN, MARTÈLE TÉHÉRAN

P 16

Port, phosphate et rail

DJELLAQUI DONNE LE TEMPO

P 4

L'USDA met en lumière les performances des filières

UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LE SECTEUR AGRICOLE

Après les céréales, l'une des évolutions les plus significatives relevées par l'USDA concerne la production de tourteaux de soja. Ce sous-produit obtenu après la trituration des graines de soja est principalement destiné à l'alimentation animale sur le marché national.

P 5

PAIX, SÉCURITÉ ET GOUVERNANCE

L'Algérie appelle à une action africaine plus concrète face aux crises

Présidente du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) pour le mois d'août, l'Algérie a plaidé pour une meilleure coordination des mécanismes africains de gouvernance, de démocratie, de droits de l'Homme, de paix et de sécurité. Elle a présidé, à ce titre, la réunion consultative annuelle réunissant le CPS, le sous-comité du Comité des représentants permanents (COREP) chargé des droits de l'Homme, de la démocratie et de la gouvernance, ainsi que la Plateforme de l'Architecture africaine de gouvernance et de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AGA-APSA).

Au cœur des discussions : les moyens de renforcer la capacité de l'UA à anticiper les crises, à prévenir les conflits et à apporter des réponses communes aux défis qui affectent le continent. Les participants ont également examiné les évolutions en matière de gouvernance, de démocratie, d'État de droit et de droits de l'Homme, ainsi que les moyens de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité. Dans son intervention d'ouverture, l'ambassadeur d'Algérie et représentant permanent auprès de l'UA, Mohamed Khaled, a souligné les progrès enregistrés depuis les dernières consultations. Il a notamment cité l'adoption du thème envisagé pour l'année 2028, consacré aux droits de l'Homme, à la démocratie et à la gouver-

nance, l'élaboration d'une feuille de route commune entre l'AGA et l'APSA, ainsi que la mise au point du « Trigger Model », destiné à améliorer les mécanismes africains d'alerte précoce et de réponse rapide aux crises. Pour le diplomate algérien, l'heure est désormais à la concrétisation. Il a appelé à dépasser les initiatives dispersées, à éviter les doublons et à mieux orienter les ressources disponibles vers des actions communes ayant un impact réel sur le terrain. « La situation actuelle sur le continent impose de passer du simple engagement théorique à des mesures pratiques et concrètes », a-t-il déclaré, insistant sur la nécessité de renforcer les capacités de l'UA en matière de prévention et de gestion des crises, afin de construire une Afrique

« plus stable, plus démocratique et plus prospère, loin du double standard ». Cette approche repose, selon lui, sur un renforcement de la complémentarité entre les différents mécanismes africains. Gouvernance, démocratie, droits de l'Homme, paix et sécurité doivent ainsi être considérés comme des composantes interdépendantes de la stabilité et du développement durable du continent. La réunion a également permis de revenir sur la mise en œuvre des instruments juridiques africains relatifs aux valeurs communes, notamment la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance. Les participants ont appelé les États membres qui ne l'ont pas encore ratifiée à achever les procédures nécessaires et à respecter les



engagements qui en découlent, notamment en matière de présentation de rapports périodiques. Les échanges ont, par ailleurs, mis en évidence la nécessité de passer d'une simple coordination annuelle à une coopération permanente, fondée sur des initiatives communes, un partage accru de l'information et un soutien renforcé aux mécanismes de prévention des conflits. La question des déficits de gouvernance, notamment en matière de transparence, de reddition des comptes, d'inclusion et d'efficacité institutionnelle, a également été mise en avant. Les participants se sont enfin penchés sur la préparation du thème de l'UA pour 2028 : « Renforcer les droits de l'Homme, la démocratie et la gouvernance pour

atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 en Afrique ». Sa mise en œuvre nécessitera, ont-ils relevé, un soutien politique, institutionnel, technique et financier à la hauteur des ambitions affichées. À l'issue des travaux, un consensus s'est dégagé autour du renforcement des synergies entre les systèmes africains de gouvernance, de paix et de sécurité. Une démarche qui s'inscrit dans le principe d'une « Union africaine unie dans l'action », avec pour objectif de rendre l'organisation continentale plus efficace face aux crises et aux défis liés à la démocratie, aux droits de l'Homme et à la gouvernance. Le CPS devrait publier prochainement un communiqué final regroupant les recommandations issues de cette réunion. **Y. R.**

Le Parlement arabe hausse le ton

Le Parlement arabe a fermement rejeté toute tentative visant à remettre en cause la reconnaissance de l'État de Palestine par la Slovaquie, notamment dans le contexte du changement intervenu au sein du gouvernement slovaque. Son président, Mohamed Al Yamahi, a adressé des lettres officielles à l'Assemblée nationale et au Conseil national slovaques ainsi qu'au Parlement européen, mettant en garde contre toute décision susceptible d'annuler cette reconnaissance ou de transférer l'ambassade slovaque à El-Qods occupée. Al Yamahi a estimé que de telles mesures seraient contraires au droit international et aux résolutions de l'ONU, tout en risquant de compromettre les efforts en faveur de la solution à deux États et de la paix dans la région. Il a également rappelé que la reconnaissance de l'État de Palestine ne saurait être considérée comme une décision politique provisoire, mais comme l'expression du droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination. Le président du Parlement arabe a, par ailleurs, appelé le Parlement européen à mobiliser ses moyens politiques et parlementaires pour préserver la position européenne sur la question palestinienne et empêcher toute légitimation des politiques d'annexion et d'occupation.

FIGURE DE LA DIPLOMATIE RÉVOLUTIONNAIRE

Mustapha Ferroukhi, militant de la première heure

La mémoire de Mustapha Ferroukhi, figure de la diplomatie révolutionnaire, a été honorée samedi à Alger, à l'occasion du 65e anniversaire de sa disparition en martyr. Une conférence organisée au Musée national du Moudjahid, au Maqam Echahid, a permis de revenir sur son parcours et, à travers lui, sur le rôle décisif joué par la diplomatie dans le combat pour l'indépendance nationale. Organisée par l'Association Mechaâl Echahid et le Musée national du Moudjahid, sous le haut patronage du ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, le professeur Abdelmalek Tachetrift, cette rencontre s'est tenue dans le cadre de la Journée nationale du Moudjahid. Elle a été consacrée au thème « La Révolution de libération entre diplomatie et lutte armée », mettant en lumière la complémentarité entre les combats menés sur le terrain et l'action diplomatique destinée à internationaliser la cause algérienne. Présente à cette occasion, sa fille, Zoulikha Ferroukhi, a évoqué le parcours de son père ainsi que le travail de mémoire qu'elle mène depuis 2006. Elle a notamment tenu à rétablir une précision historique concernant sa disparition : Mustapha Ferroukhi est décédé le 7 août 1960, et non le 13 août comme cela est parfois mentionné. Il a péri dans un accident d'avion avec sa famille alors que l'appareil survolait l'Ukraine. Né le 15 décembre 1922, Mustapha

Ferroukhi s'engage très tôt dans le mouvement national. Il milite au sein de l'Étoile nord-africaine, rejoint le PPA en 1942, puis compte parmi les membres fondateurs du MTLD. En 1948, il est élu député à l'Assemblée algérienne, mandat qu'il exerce jusqu'en 1954. Avec le déclenchement de la Révolution, il rejoint le FLN et met son expérience au service du combat pour l'indépendance. Une partie importante de son engagement s'effectue alors sur le terrain diplomatique. Il représente la cause algérienne dans plusieurs espaces internationaux et contribue à faire connaître la lutte du peuple algérien au-delà des frontières. Zoulikha Ferroukhi rappelle notamment son activité à Paris en 1953, puis son séjour en Yougoslavie en 1958 dans le cadre de l'Alliance socialiste. En 1959, il accompagne également l'équipe nationale algérienne lors d'une tournée en Asie, au cours de laquelle il rencontre Mao Zedong. Pour sa fille, le devoir de mémoire passe avant tout par la recherche et la vérification des faits. Depuis près de deux décennies, elle rassemble archives et témoignages, notamment à partir de fonds conservés à Aix-en-Provence, afin de reconstituer avec précision le parcours de son père. « Je pourrais facilement écrire un livre de plusieurs dizaines de pages en accumulant les témoignages, mais ce que je veux, c'est la vraie histoire », explique-t-elle, plaidant pour

des témoignages identifiés et des documents permettant de vérifier les faits. Ce travail a déjà donné naissance à un premier ouvrage réalisé avec un ami, Mohammed à Pékin s'en est allé, inspiré d'un poème consacré à son père à l'occasion de son enterrement et de l'oraison funèbre qui lui a été dédiée. D'autres projets sont également envisagés, dont une bande dessinée destinée aux jeunes générations. Au-delà du parcours de Mustapha Ferroukhi, la conférence a permis de rappeler le rôle joué par la diplomatie dans la lutte de libération nationale. Alors que les combattants de l'ALN affrontaient les forces coloniales dans les maquis, d'autres acteurs menaient parallèlement une bataille politique et diplomatique pour faire connaître la réalité de la guerre et porter la revendication d'indépendance auprès de la communauté internationale. Le moudjahid Boualem Cherifi a insisté sur cette dimension de la Révolution, estimant que la diplomatie ne pouvait être considérée comme une simple activité institutionnelle. « Le diplomate est, en quelque sorte, une patrie en mouvement », a-t-il souligné, rappelant qu'il porte avec lui l'histoire, la civilisation, les valeurs et les intérêts de son pays. Selon lui, la diplomatie algérienne moderne est directement issue de la Révolution du 1er Novembre. Elle s'est construite autour de principes fondamentaux : la défense des intérêts na-

tionaux, la préservation de la souveraineté et la fidélité aux constantes de l'État. Dans cette bataille diplomatique, le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) a occupé une place centrale. Il a contribué à internationaliser la cause algérienne et à mobiliser les soutiens nécessaires à la reconnaissance des aspirations du peuple algérien à la liberté et à l'indépendance. Boualem Cherifi a également souligné l'importance des commémorations nationales dans la transmission de cette mémoire. « La valeur du temps et du lieu réside dans ce qui y est accompli », a-t-il relevé, rappelant que les sept années et demie de la Révolution ont été marquées par des sacrifices considérables et des actes de courage qui ont permis au peuple algérien de retrouver sa dignité. Un hommage a également été rendu au moudjahid et officier de l'Armée de libération nationale Ben Henni Wahabi, dit M'Hamed Dira, en reconnaissance de son engagement dans le combat pour l'indépendance. À travers l'hommage rendu à Mustapha Ferroukhi et aux autres acteurs de la Révolution, la rencontre a ainsi rappelé que la lutte de libération ne s'est pas limitée au champ de bataille. Elle s'est également jouée dans les capitales, les enceintes internationales et les réseaux diplomatiques. Des fronts différents, mais une même finalité : faire triompher la cause de l'indépendance algérienne. **R. N.**

 	Quotidien national d'information édité par la SARL ADRA COM Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zoulouache, Kouba, Alger Redaction@lexpressquotidien.dz www.lexpressquotidien.dz Tél./Fax : 028 26 99 24 Service-pub@lexpressquotidien.dz	GÉRANT : NOURDINE BRAHMI DIRECTEUR HONORAIRE: ZAHIR MEHDAOUI DIRECTEUR DE LA PUBLICATION RABAH YUCEF RABAH	«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À: L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz	Impression: Société d'Impression d'Alger (SIA) Diffusion: Media Distribution Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.
---	--	---	--	---

EXPLORATION PÉTROLIÈRE, CARBURANTS
ET COOPÉRATION MILITAIRE

Alger reconstruit son partenariat avec Niamey

La coopération entre l'Algérie et le Niger connaît une nouvelle dynamique, portée par des projets dans les hydrocarbures, l'exploration pétrolière et l'approvisionnement en carburants, mais aussi par le renforcement de la coopération sécuritaire et militaire.

PAR MAHREZ Z

Le groupe Sonatrach a entamé les premières opérations de livraison de carburant aviation Jet A-1 à destination du marché nigérien, dans le cadre du contrat de vente et d'achat conclu avec la Société nigérienne du pétrole (Sonidep). La première opération, lancée vendredi 14 août 2026 à partir de la raffinerie d'Adrar (RA1D), intervient dans le cadre de la mise en œuvre des orientations des autorités visant à renforcer les relations commerciales avec le Niger. Elle constitue également une première concrétisation opérationnelle du contrat conclu entre Sonatrach et Sonidep, a indiqué le groupe énergétique national dans un communiqué publié hier. Selon Sonatrach, ces livraisons marquent l'entrée effective dans la phase d'exécution de la coopération commerciale entre les deux compagnies et s'inscrivent dans la dynamique de consolidation des relations entre l'Algérie et le Niger. À travers cette opération, Sonatrach entend également renforcer sa coopération directe avec les compagnies pétrolières et gazières africaines, notamment dans la région du Sahel. Le groupe souligne que cette dynamique ouvre de nouvelles perspectives pour l'approvisionnement régulier des marchés de la région en produits pétroliers algériens. Cette première livraison de Jet A-1 constitue ainsi une nouvelle étape dans le développement des échanges commerciaux entre Sonatrach et Sonidep, tout en contribuant au renforcement de la coopération énergétique entre l'Algérie et le Niger.

Première cargaison de pétrole nigérien « Meleck »

Le groupe Sonatrach a également annoncé avoir procédé, au cours de la même journée et en coopération avec la Société nationale nigérienne du pétrole (Sonidep), au chargement, à



partir du terminal pétrolier de Sèmè, au Bénin, de la première cargaison de pétrole brut nigérien « Meleck » commercialisée conjointement par les deux compagnies. « Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations des hautes autorités du pays relatives au renforcement des relations commerciales avec le Niger, Sonatrach et Sonidep franchissent une nouvelle étape dans la mise en œuvre de leur coopération dans le domaine de la commercialisation des hydrocarbures, à travers la réalisation en date du 14 août 2026 du chargement à partir du terminal pétrolier de Sèmè, au Bénin, de la première cargaison de pétrole brut nigérien "Meleck", commercialisée conjointement », précise Sonatrach. Le groupe souligne que cette opération illustre sa stratégie de développement sur le continent africain et sa volonté de mettre à la disposition de ses partenaires africains son expertise et son savoir-faire dans le domaine de la commercialisation des hydrocarbures. La commercialisation conjointe du brut nigérien entre les deux com-

pagnies « s'inscrit également dans la dynamique de consolidation des relations entre l'Algérie et le Niger » et traduit, selon Sonatrach, la volonté des deux parties de développer des partenariats durables permettant de créer des opportunités mutuellement bénéfiques. Cette coopération commerciale constitue ainsi un nouveau volet du partenariat énergétique entre les deux pays, en élargissant les échanges au-delà de la fourniture de produits pétroliers algériens au marché nigérien.

Dans le sillage du projet Kafra Sud-Est 1

Les deux opérations interviennent dans le sillage du lancement officiel du mégaprojet pétrolier « Kafra Sud-Est 1 », situé à proximité de la frontière algéro-nigérienne. Le lancement des travaux de forage, supervisé jeudi 13 août 2026 par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, et son homologue nigérien, Ali Mahaman Lamine Zeine, constitue un nouveau jalon dans le développement de la coopération énergétique entre les deux pays. Ce nouveau projet intervient également deux mois après l'inauguration de la centrale électrique à Niamey et vient ainsi renforcer la dynamique engagée entre Alger et Niamey dans plusieurs domaines énergétiques. À travers ces différentes opérations, l'Algérie et le Niger consolident progressivement leur partenariat dans le secteur des hydrocarbures et de l'énergie. Pour Sonatrach, l'ouverture de nouveaux débouchés pour ses produits pétroliers, parallèlement à la commercialisation du brut nigérien, traduit une volonté de développer des échanges énergétiques plus structurés avec les pays africains, particulièrement dans l'espace sahélien. Ces initiatives contribuent ainsi à renforcer l'édifice du partenariat stratégique bilatéral et à donner une traduction concrète à la stratégie d'intégration énergétique africaine. ■

GESTION INTELLIGENTE DES RESSOURCES EN EAU

Bouzegza insiste sur l'accélération des projets

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a insisté, hier à Sidi Bel-Abbès, sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des projets stratégiques et de renforcer la coordination sur les chantiers, afin de garantir leur livraison dans les délais impartis. Il a également souligné l'importance de contribuer aux efforts visant à consolider la sécurité hydrique, à travers une transition vers une gestion intelligente et rationnelle des ressources en eau. Lors de l'inspection du projet structurant destiné à renforcer l'alimentation de la wilaya en eau potable à partir des deux stations de dessalement de l'eau de mer de Chatt El Hilal (Ain Témouchent) et de Cap Blanc (Oran), le ministre a souligné le caractère stratégique de ces infrastructures dans la mise en œuvre de la politique nationale de renforcement de la sécurité hydrique. Il a appelé à accélérer la transition vers une gestion intelligente des ressources en eau, notamment à travers l'interconnexion des réseaux, afin de garantir la disponibilité de l'eau quelles que soient les conditions climatiques. Lors de sa visite des cinq chantiers composant ce projet, dont le taux d'avancement a atteint 85 %, et qui doit permettre d'approvisionner 17 communes à raison de plus de 70 000 mètres cubes d'eau

par jour, avec l'appui de réservoirs d'une capacité totale de 50 000 mètres cubes, Bouzegza a souligné que « ce projet revêt une importance capitale pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable et diversifier les sources d'alimentation ». Le ministre a appelé l'ensemble des intervenants à renforcer la coordination et à lever les difficultés rencontrées sur le terrain afin d'achever le projet dans les délais prévus. Il a également préconisé le recours aux systèmes de contrôle et de télégestion, afin d'assurer une gestion optimale des infrastructures et de permettre une intervention rapide en cas de panne technique. Lors de sa visite au siège de l'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE), située dans le quartier El Wiam, dans la commune de Sidi Bel-Abbès, le ministre a supervisé la remise de deux laboratoires mobiles, de matériel technique et de motos destinés à la détection des fuites et des pannes. À cette occasion, il a insisté sur l'importance d'améliorer le service public, notamment en renforçant les conditions d'accueil des citoyens et l'écoute de leurs préoccupations. Il a également mis l'accent sur l'exploitation des technologies modernes, à travers notamment la généralisation des compteurs intelligents, afin de lutter contre les branchements illicites, réduire les fuites et promou-

voir une culture de rationalisation de la consommation d'eau. Lors de l'inspection du barrage Sarno, d'une capacité de 22 millions de mètres cubes, ainsi que des dispositifs destinés à son raccordement au nouveau système de conduites d'eau dessalée, Bouzegza a souligné la nécessité d'exploiter rationnellement les infrastructures hydrauliques et de recourir aux technologies modernes de traitement de l'eau. Il a également insisté sur l'importance de garantir durablement l'alimentation en eau potable, mais aussi de mobiliser les ressources nécessaires à la relance de l'activité agricole et au soutien du tissu industriel, contribuant ainsi au développement économique de la wilaya. Dans la commune de Sidi Lahcen, le ministre a inauguré un réservoir d'eau d'une capacité de 20 000 mètres cubes et suivi une présentation consacrée à l'opération de raccordement des différents réseaux d'alimentation en eau potable. Le ministre devait poursuivre, dans l'après-midi, sa visite d'inspection dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès en se rendant dans la daïra de Ras El-Ma, où il devait donner le coup d'envoi d'un projet destiné à aménager un périmètre irrigué de 1 000 hectares à partir des eaux usées traitées provenant de la station d'épuration de la commune de Ras El-Ma. ■

Éditorial l'EXPRESS

LE TEMPS DES ACTES

PAR BOUALEM B

Il y a des relations qui se construisent à coups de communiqués et de déclarations solennelles. Et il y en a d'autres qui avancent par des actes concrets, visibles et mesurables. Celles qui lient aujourd'hui l'Algérie et le Niger appartiennent clairement à la seconde catégorie. Jeudi, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, se trouvait sur le champ pétrolier de Kafra, à une centaine de kilomètres à peine de la frontière algérienne. À ses côtés, son homologue nigérien, Ali Mahaman Lamine Zeine. Ensemble, ils ont donné le coup d'envoi officiel au forage du puits d'exploration Kafra Sud-Est 1. Ce n'était pas une simple visite de courtoisie. C'était la concrétisation d'un partenariat qui, en quelques mois, a pris une densité nouvelle. Quelques semaines plus tôt, les deux hommes inauguraient à Niamey une centrale électrique de 40 mégawatts. Peu après, Sonatrach et la Sonidep chargeaient ensemble, depuis le terminal de Sèmè, au Bénin, la première cargaison de pétrole brut nigérien « Meleck ». Dans le même temps, des livraisons de carburant Jet A-1 partaient de la raffinerie d'Adrar à destination du marché nigérien. Quatre hélicoptères militaires algériens atterrisaient également à Niamey. Des accords étaient signés entre des filiales de Sonatrach et leur partenaire nigérien pour des travaux de forage, le traitement des données sismiques et la distribution de produits pétroliers. Tout cela s'est enchaîné sans grand fracas médiatique, mais avec une constance rare. Six mois après le rétablissement des relations diplomatiques, le rythme s'est accéléré. On est passé des intentions aux chantiers, des déclarations aux contrats, des promesses aux livraisons. Ce qui frappe, c'est surtout la nature des projets engagés. Ils touchent à l'énergie, à l'approvisionnement, à la formation et au transfert de savoir-faire. Sonatrach n'intervient pas seulement comme un opérateur extérieur. Elle s'inscrit dans une logique de co-construction avec la Sonidep, couvrant la recherche, l'exploration, la production, le raffinage, la commercialisation et le renforcement des capacités locales. Le forage de Kafra s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Il n'est pas un projet isolé. Il prolonge les initiatives déjà engagées et ouvre la voie à de nouvelles étapes de coopération. Il traduit également une volonté de construire une présence durable, fondée sur des projets structurants et une implication directe des deux parties. Pour le Niger, ces réalisations répondent à des besoins immédiats : électricité, carburant, expertise technique et accompagnement dans le développement de ses ressources énergétiques. Pour l'Algérie, elles confirment une présence africaine qui s'appuie sur des compétences industrielles et énergétiques concrètes plutôt que sur de simples postures. Les deux pays trouvent ainsi dans cette coopération un terrain d'intérêt partagé, loin des formules toutes faites et des engagements sans lendemain. La multiplication des projets dans les hydrocarbures, l'électricité et l'approvisionnement énergétique donne progressivement une dimension plus large au partenariat bilatéral. On pourrait multiplier les exemples. Chacun, pris isolément, pourrait paraître technique. Assemblés, ils dessinent autre chose : une relation qui se bâtit jour après jour, forage après forage, livraison après livraison. Une relation qui avance parce qu'elle repose sur des faits, pas sur des discours.

L'USDA MET EN LUMIÈRE LES PERFORMANCES DES FILIÈRES

Un nouveau souffle pour le secteur agricole

Comme chaque année, le département américain de l'Agriculture (USDA) dresse un état des lieux du secteur agricole algérien et de l'évolution de ses principales filières. Dans sa dernière analyse, l'organisme américain relève une progression de plusieurs productions, notamment les céréales, l'huile d'olive et les tourteaux de soja, témoignant des transformations engagées ces dernières années dans le secteur agricole national.

Pour établir cette revue, l'USDA s'appuie notamment sur des observations satellitaires permettant d'évaluer l'état des cultures, mais également sur des « sources ouvertes », à travers la compilation et l'analyse des données rendues publiques en Algérie. Concernant les céréales, l'USDA relève les progrès enregistrés en 2026, aussi bien pour le blé que pour l'orge. Ses estimations font état d'une production de 3,2 millions de tonnes de blé tendre et dur, soit une progression de 7 % par rapport à la campagne précédente. La production d'orge devrait, quant à elle, atteindre 1,35 million de tonnes, en hausse de 13 %. Au total, la production céréalière algérienne est ainsi estimée à 4,65 millions de tonnes par l'USDA, alors que les prévisions officielles tablent, pour leur part, sur une récolte record de 5 millions de tonnes cette année. Le rapport s'intéresse également aux superficies emblavées. Le blé couvre environ 1,8 million d'hectares, contre un million d'hectares pour l'orge, 80.000 hectares pour l'avoine et seulement 2.000 hectares pour le maïs. Ces chiffres sont à mettre en perspective avec les quelque 7 millions d'hectares consacrés aux grandes cultures en Algérie. Ils mettent notamment en évidence la problématique persistante des terres laissées en jachère. Près de la moitié des superficies agricoles ne sont ainsi cultivées qu'une année sur deux. Une partie de ces terres en jachère est progressivement réorientée vers les cultures de légumes secs, notamment les lentilles et les pois chiches. Ces productions figurent parmi les filières ciblées par le programme de relance agricole arrêté dès 2023 en Conseil des ministres. Pour l'orge, une part importante des superficies céréalières, avoisinant le tiers chaque année, est destinée à l'alimentation animale, principalement à celle du cheptel ovin. Les superficies consacrées à l'avoine restent relativement faibles, avec environ 80.000 hectares. Cette situation s'explique notamment par les prati-

ques agricoles privilégiant la récolte de cette céréale sous forme de foin plutôt que sa production destinée à la récolte du grain. Le maïs occupe une place encore plus réduite, avec seulement 2.000 hectares recensés. Cette faible superficie s'explique principalement par les besoins élevés de cette culture en irrigation, son cycle de production se déroulant essentiellement au printemps et en été. La majorité des surfaces consacrées au maïs est destinée au maïs fourrage. Le maïs grain est, pour sa part, principalement cultivé dans les régions du Sud, où les conditions d'irrigation permettent son développement. Cette culture revêt pourtant un caractère stratégique pour l'Algérie, notamment en raison de son utilisation dans l'alimentation animale et plus particulièrement dans l'aviculture. Le pays demeure toutefois fortement dépendant des importations pour couvrir ses besoins. En octobre 2024, l'USDA estimait ainsi les importations algériennes de maïs à 50 millions de quintaux. Selon les chiffres alors rapportés par la presse, ces volumes représentaient près de 900 millions de dollars et plaçaient l'Algérie parmi les vingt principaux importateurs mondiaux de maïs-grain. La pression de la demande intérieure s'est également traduite par une hausse des importations. Fin décembre 2025, quelque 11,5 millions de quintaux supplémentaires de maïs ont été importés dans le cadre d'un programme complémentaire destiné à répondre aux besoins du marché national.

Les tourteaux de soja connaissent une forte progression

Après les céréales, l'une des évolutions les plus significatives relevées par l'USDA concerne la production de tourteaux de soja. Ce sous-produit obtenu après la trituration des graines de soja, particulièrement riche en protéines, est principalement destiné à l'alimentation animale sur le marché national. Il peut également



être utilisé à l'étranger sous forme de protéines de soja texturées destinées à l'alimentation humaine. Les chiffres font ressortir une progression importante de cette production au cours des dernières années. Sur la période 2016-2025, la production annuelle moyenne s'établissait à environ 758.600 tonnes. Elle est ensuite passée à 1,29 million de tonnes en 2024, avant d'atteindre 1,74 million de tonnes en 2025. Cette progression est notamment liée à la montée en puissance de plusieurs unités nationales de trituration de graines de soja. Le développement de cette activité se répercute également sur la production d'huile de soja, qui a atteint 297.000 tonnes en 2024 avant de dépasser les 400.000 tonnes en 2025. Cette évolution traduit le développement progressif d'une filière de transformation locale, avec des capacités industrielles qui permettent de mieux valoriser les matières premières et leurs sous-produits sur le marché national. La production d'huile d'olive figure

également parmi les indicateurs suivis par l'USDA. Elle est estimée à 76.000 tonnes en 2025, un niveau que l'organisme américain met notamment en relation avec l'extension des plantations dans les zones step-piques. Cette progression s'inscrit également dans le cadre des efforts techniques déployés ces dernières années dans le Nord du pays, avec la contribution de l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA) et de l'Union européenne. L'extension des superficies oléicoles et l'amélioration des pratiques culturales contribuent ainsi à renforcer progressivement le potentiel de production d'une filière qui occupe une place importante dans l'agriculture algérienne. Dans le domaine de l'élevage, l'USDA estime la production algérienne de viande bovine à 140.000 tonnes en 2025, contre 135.000 tonnes en 2024. Cette production reste toutefois inférieure à la moyenne enregistrée sur une décennie, qui dépasse 147.000 tonnes. Cette évolution pourrait notamment

être liée à l'arrêt des importations de jeunes bovins destinés à l'engraissement en provenance de France, intervenu dans le contexte des épizooties affectant le cheptel français. Au-delà des chiffres, cette revue de l'USDA permet de dégager plusieurs tendances concernant l'évolution de l'agriculture algérienne. La progression des céréales, le développement de la trituration du soja, l'extension de l'oléiculture et l'évolution des productions animales témoignent des transformations à l'œuvre dans le secteur. Ces données constituent également un outil d'analyse susceptible d'aider les pouvoirs publics et le Conseil national scientifique pour la sécurité alimentaire à mieux orienter les politiques agricoles. L'enjeu consiste désormais à consolider les filières en progression, à réduire la dépendance aux importations pour certaines productions stratégiques et à adapter les choix agricoles aux contraintes et aux potentialités propres au territoire national. **R. E.**

Commerce extérieur

Rezig inspecte les plateformes de suivi des dossiers d'importation

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a inspecté, hier, les bureaux des plateformes numériques relevant de son secteur, dans le cadre du suivi du fonctionnement des différents systèmes digitaux, notamment ceux dédiés au traitement, à l'examen et au visa des programmes prévisionnels d'importation, a indiqué un communiqué du ministère. Cette visite a permis au ministre de s'enquérir du rythme de traitement des dossiers, de l'état d'avancement de l'étude des programmes prévisionnels d'importation ainsi que du fonctionnement de la plateforme numérique consacrée au traitement des préoccupations des opérateurs économiques. Kamel Rezig a également suivi le rythme de réception des préoccupations enregistrées sur cette plateforme, le niveau de leur prise en charge ainsi que les mécanismes mis en place pour assurer leur suivi. À cette occasion, il a insisté sur la nécessité de garantir « un traitement rapide et efficace des préoccupations des opérateurs économiques et de garantir un suivi continu ». Dans ce cadre, le ministre a souligné l'importance de renforcer la coordination entre les différents services et organismes concernés, afin d'améliorer l'accompagnement des opérateurs économiques et de renforcer l'efficacité de la prise en charge de leurs préoccupations. Enfin, Kamel Rezig a mis en avant la nécessité d'optimiser l'exploitation des données et des indicateurs fournis par les plateformes numériques. Ces outils constituent, selon lui, un moyen essentiel pour assurer un suivi précis et en temps réel des différentes opérations et contribuer ainsi à accélérer le processus de prise de décision. **N. B.**

PORT, PHOSPHATE ET RAIL

Djellaoui donne le tempo

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, s'est enquis, hier de l'état d'avancement des travaux de construction du quai minéralier, réalisés dans le cadre du projet d'extension du port phosphatier d'Annaba. Accompagné du wali d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, ainsi que des autorités locales civiles et militaires, le ministre a inspecté plusieurs chantiers du projet, notamment les travaux de pose des pieux. À ce jour, 680 pieux sur un total de 1 332 ont été enfoncés, parallèlement aux travaux de réalisation de la barrière en pierre au niveau du mur du quai. Lors de l'inspection des travaux de remblaiement du fond marin à l'aide de sable de mer, il lui a été indiqué que près de 1,2 million de m³ ont été remblayés depuis juin dernier au moyen d'une embarcation flottante spécialisée. Djellaoui a également inspecté les

travaux de mise en place des poutres en béton armé ainsi que les préparatifs en cours pour la pose des dalles préfabriquées en béton armé, destinées à la réalisation de la superstructure du quai. Le ministre a, par ailleurs, suivi l'opération de mise en place de blocs de béton préfabriqués par la société Meditram, entreprise publique spécialisée dans les infrastructures maritimes et portuaires. Ces blocs sont installés à l'aide du navire « Illizi » afin de renforcer la résistance de la digue face à l'action des vagues. Il s'est également intéressé à la technique des drains verticaux préfabriqués (PVD), utilisée pour renforcer les couches profondes du sol. Cette technique permet d'accélérer la consolidation des sols compressibles, notamment les argiles molles et les vases, de mieux contrôler leur tassement et d'améliorer leur capacité portante afin de supporter la charge de la su-

perstructure du quai. À cette occasion, le ministre a donné des instructions aux entreprises chargées de la réalisation afin d'intensifier le suivi sur le terrain et de renforcer la coordination entre les différents intervenants, en vue de garantir l'achèvement des travaux dans les délais impartis. La visite d'Annaba s'inscrit dans le cadre d'une tournée de trois jours, du 15 au 17 août, consacrée au suivi du projet de la ligne ferroviaire minière Est reliant le port d'Annaba à Bled El-Hadba, dans la wilaya de Tébessa. Longue de 422 km, cette ligne traverse les wilayas d'Annaba, d'El Tarf, de Guelma, de Souk Ahras et de Tébessa. Le ministre doit inspecter plusieurs gares et chantiers situés sur son tracé afin d'évaluer l'état d'avancement des travaux, les conditions de réalisation ainsi que le niveau de mobilisation des moyens humains et matériels affectés à ce projet stratégique. ■

RETRAIT DES BUS DE PLUS DE 30 ANS

La SNRV pilote le processus de récupération et de valorisation

La Société nationale de récupération et de valorisation (SNRV) a entamé, à travers ses unités réparties sur l'ensemble du territoire national, la réception des transporteurs concernés par le retrait du service des bus vétustes, contribuant ainsi au renouvellement et à la modernisation du parc national de transport public.

PAR MERIEM K.

Cette opération concerne les bus dont la durée d'exploitation dépasse les 30 ans, dans le cadre des efforts visant à améliorer le niveau des services de transport public, à renforcer les conditions de sécurité et de confort, ainsi que la qualité de service au profit des usagers. La SNRV, dont les activités dans le domaine de la récupération remontent à 1966, est une entreprise nationale opérant dans la récupération, le traitement et la valorisation des déchets et des matières recyclables. Elle œuvre à la transformation des matériaux récupérés en ressources exploitables dans le circuit économique, conformément aux principes de l'économie circulaire. Dans le cas des bus hors d'usage, cette opération revêt une importance majeure, étant donné qu'ils contiennent des quantités considérables de métaux, de fer, d'aluminium ainsi que divers composants et matériaux recyclables. Leur élimination de manière anarchique constituerait un gaspillage de ressources et une source de risques environnementaux. A ce titre, la SNRV ne considère pas le véhicule usagé comme un simple

moyen de transport ayant atteint la fin de sa durée d'exploitation, mais plutôt une ressource de matériaux récupérables, inscrite au cœur d'un procédé industriel visant à réinjecter de la valeur économique à ses composants. Cette démarche s'aligne sur la stratégie nationale de promotion de l'économie circulaire visant à réduire le volume des déchets, à réinjecter des matières premières secondaires (MPM) dans l'industrie et à éradiquer les décharges sauvages de véhicules hors d'usage. L'opération revêt également une dimension environnementale, dans la mesure où la soumission des bus vétustes à un circuit structuré permet d'éviter leur abandon dans les espaces publics ou leur désossage anarchique, tout en garantissant le traitement des matériaux et composants selon des filières de récupération adaptées. Ces bus sont rachetés « au poids et au prix métal » à leur propriétaire, et ce, en se référant au « barème mis en place par les domaines de l'État, a expliqué Abdelhak Bezahi, Président-Directeur Général de la SNRV dans une déclaration à la presse nationale. La société dispose en outre d'un réseau d'unités réparties sur plusieurs régions du pays, comprenant des unités de récupération et de valori-



sation, ainsi que des structures spécialisées dans le pesage et le contrôle industriel, ce qui renforce sa capacité à prendre en charge les différentes opérations liées aux équipements et matériaux hors service. Alors qu'il effectuait une visite de terrain à l'unité de récupération et

de démolition de Rouïba pour s'enquérir de près de l'avancement des travaux et s'informer des conditions d'accueil des transporteurs et de prise en charge des véhicules concernés, M. Bezzahi a donné des instructions nécessaires pour garantir le bon déroulement des procédures et

l'accompagnement des personnes concernées jusqu'à la délivrance d'une attestation justifiant le dépôt du véhicule auprès de l'entreprise publique, leur permettant ainsi de poursuivre les démarches d'acquisition du nouveau bus conformément à la réglementation en vigueur. ■

PREMIER SÉMINAIRE NATIONAL DÉCEMBRE PROCHAIN Cap sur les filières animales en Algérie

« La modernisation des filières animales apparaît comme une priorité stratégique pour les pouvoirs publics, en vue de renforcer la sécurité alimentaire nationale, tant en quantité qu'en qualité, dans une perspective de durabilité et de rationalité économique. Dans cette optique, l'Algérie organise décembre prochain la première édition du Séminaire national des filières animales en Algérie (SE-NAFAL 2026) sous le thème « Les filières animales en Algérie : état des lieux et perspectives », a annoncé l'Institut National de la Recherche Agronomique d'Algérie (INRAA) dans un communiqué rendu public. En effet, l'INRAA organise en partenariat avec l'École Nationale Supérieure Agronomique (ENSA) les 2 et 3 décembre prochain la première édition du Séminaire national des filières animales en Algérie (SENAFAL 2026) sous le thème « Les filières animales en Algérie : état des lieux et perspectives ». Cette rencontre scientifique dressera un bilan complet et envisagera les orientations futures du secteur. Dans un contexte mondial où les filières animales font face à des enjeux majeurs liés à la compétitivité, au bien-être animal, à la durabilité environnementale et à la sécurité alimentaire, l'élevage en Algérie s'inscrit dans « une dynamique particulièrement contraignante caractérisée par une pro-



ductivité insuffisante et une faible élasticité de la production animale, conduisant à un recours récurrent aux importations pour couvrir les besoins du marché national en produits d'origine animale », estime l'INRAA. Cette situation, regrette l'institut public, est « aggravée par les conditions structurelles du secteur agricole national, marquée par l'aridité du climat, la faiblesse de la superficie agricole utile (0,20 ha/habitant) ainsi que par un morcellement foncier important ». En conséquence, l'élevage national s'appuie principalement sur des méthodes extensives, un développement limité des cultures fourragères et une valorisation du matériel biologique local, incluant les bovins, ovins, caprins, camélins, la cuniculture et l'apiculture. Cependant, alors que la plupart des élevages sont traditionnels et extensifs, la filière avicole fait l'exception. Elle est moderne et intensive mais dépendante en alimentation à des souches hybrides importées.

« La production avicole se pratique dans le cadre de filières avicoles intensives dépendantes du complexe maïs - soja et ayant recours à des souches « Hybrides » importées ». Un constat nuance, l'INRAA aussi valable pour la production laitière bovine dite « moderne » qui repose sur des vaches importées à fort potentiel de production (Pies rouges et noirs, Montbéliardes...). Dans ce contexte, la modernisation des filières animales apparaît comme une priorité stratégique pour les pouvoirs publics, en vue de renforcer la sécurité alimentaire nationale, tant en quantité qu'en qualité, dans une perspective de durabilité et de rationalité économique. C'est dans cette perspective que l'ENSA et l'INRAA souhaitent donner un nouvel élan à la recherche scientifique appliquée aux productions animales, invitant les enseignants-chercheurs, chercheurs, doctorants et acteurs économiques à ce qu'ils contribuent aux

travaux de cette rencontre nationale. Les travaux attendus permettront de valoriser les résultats de la recherche au profit du secteur productif, d'établir un état des lieux actualisé des filières animales et de renforcer les coopérations scientifiques inter-institutions. Cette rencontre couvrira un large éventail d'espèces domestiques : filières laitière et viandes rouges, aviculture, cuniculture, ainsi que les élevages camelin et apicole est structuré autour de quatre axes majeurs. Il s'agit du diagnostic et performance des filières, alimentation et nutrition, reproduction et ressources zoogénétiques, puis santé animale, biosécurité et qualité des produits. Les intervenants aborderont les questions clés de productivité, de rentabilité et de compétitivité, tout en analysant la contribution de l'élevage à la sécurité alimentaire nationale. Les discussions porteront notamment sur la valorisation des ressources alimentaires locales et alternatives (sous-produits, parcours naturels et végétation adaptée aux zones arides), le développement de systèmes durables et résilients au changement climatique, ainsi que l'innovation en nutrition animale. Enfin, les travaux traiteront de la maîtrise de la reproduction, de la préservation des races locales, de la surveillance épidémiologique et de la traçabilité sanitaire des produits. ■

ANP

Saisie de plus de 31 kg de cocaïne à Tamanrasset

Des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur militaire de Tamanrasset, dans la 6e Région militaire, ont procédé, vendredi dernier, à l'arrestation de trois personnes et à la saisie de plus de 31 kg de cocaïne, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. « Grâce à l'exploitation optimale des informations recueillies, les détachements de l'ANP ont intercepté les trois individus et découvert une importante quantité de drogue dure, de type cocaïne, soigneusement dissimulée à l'intérieur d'un véhicule touristique transporté sur une semi-remorque » rapporte la même source.

Incendies

26 feux éteints en 24 heures

La Direction générale de la Protection civile a annoncé l'extinction de 26 incendies ayant touché le couvert végétal à travers plusieurs wilayas du pays, au cours des dernières 24 heures. Selon le bilan de la Protection civile, arrêté hier, un total de 27 incendies de végétation, de récoltes agricoles et de palmeraies ont été enregistrés durant cette période. Les unités de la Protection civile sont parvenues à maîtriser 26 incendies, tandis qu'une opération d'extinction reste en cours pour un feu ayant touché des broussailles et des maquis dans la zone de Fouia, dans la wilaya de Jijel, précisant qu'il ne présente actuellement aucun danger.

Investissement

L'Algérie au rendez-vous régional des agences de promotion de **la région MENA**

FATIHA A.

Selon un communiqué de l'AAPI, cette rencontre réunira des responsables de la promotion de l'investissement, des décideurs publics et des investisseurs autour des moyens de faire de l'investissement direct étranger un levier de développement durable, d'innovation et de création de valeur à long terme. L'Algérie s'apprête donc à accueillir cette importante rencontre régionale consacrée à la promotion de l'investissement dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Organisée conjointement par la WAIPA et l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), cette réunion constituera un espace d'échange entre les principaux acteurs de l'investissement de la région.

La rencontre réunira notamment des dirigeants d'agences de promotion de l'investissement, des responsables politiques, des décideurs publics ainsi que des représentants du monde de l'investissement. Les participants examineront les nouvelles tendances qui façonnent aujourd'hui la promotion de l'investissement et les moyens de renforcer la contribution de l'investissement direct étranger (IDE) au développement économique et durable des pays de la région.

Les travaux porteront notamment sur l'évolution des politiques et des mécanismes de promotion de l'investissement, ainsi que sur la transition vers un modèle d'investissement direct étranger davantage orienté vers l'impact. L'objectif est de favoriser des investissements capables de générer, au-delà des retombées financières, des effets positifs et durables en matière d'emploi, d'innovation, de développement des chaînes de valeur locales et de croissance économique.

Une attention particulière sera également accordée au rôle des investisseurs dans la création de valeur au niveau local. Les échanges permettront ainsi d'examiner les attentes des investisseurs et les conditions susceptibles de favoriser une meilleure intégration des projets d'investissement dans les économies nationales.

Les participants s'intéresseront également aux méthodes concrètes permettant de mesurer l'impact des investissements, un enjeu devenu central dans l'élaboration des politiques publiques. Il s'agit notamment de développer des indicateurs permettant d'évaluer les retombées économiques, sociales et environnementales des projets et de mieux orienter les politiques de promotion de l'investissement vers des résultats

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), en partenariat avec l'Association mondiale des agences de promotion de l'investissement (WAIPA), organisera le 22 septembre 2026 une réunion régionale consacrée aux agences de promotion de l'investissement de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA).



mesurables.

Le programme prévoit par ailleurs une table ronde à huis clos réunissant les dirigeants des agences de promotion de l'investissement de différents pays de la région MENA. Cette session devrait permettre aux responsables concernés de partager leurs expériences, d'échanger sur les défis communs et d'identifier de nouvelles pistes de coopération régionale. L'un des principaux moments de cette rencontre sera consacré à

l'adoption de la Déclaration MENA pour la promotion de l'investissement orienté vers l'impact. Ce document devrait traduire un engagement régional commun en faveur de politiques d'investissement privilégiant la qualité des projets, leur durabilité et leurs résultats concrets en matière de développement.

Cette initiative intervient dans un contexte marqué par une évolution des priorités en matière d'investissement, les pays cherchant de plus en

plus à attirer des capitaux étrangers capables de contribuer durablement à la diversification économique, au transfert de technologies, à l'innovation et au développement des compétences.

À travers cette rencontre, la WAIPA et l'AAPI entendent ainsi favoriser un dialogue renforcé entre les différents acteurs de l'écosystème de l'investissement dans la région MENA, tout en encourageant le partage d'expériences et de bonnes pratiques.

PORT D'ALGER

Un **questionnaire** pour mesurer la satisfaction des voyageurs

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du Groupe des services portuaires « Serport », visant à améliorer la qualité des prestations destinées aux voyageurs, notamment aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger, l'Entreprise du Port d'Alger (EPAL) a lancé un questionnaire consacré à l'évaluation du degré de satisfaction des passagers concernant les différents services proposés au niveau de la gare maritime des voyageurs. Cette initiative s'inscrit dans une démarche visant à renforcer les mécanismes d'écoute et de prise en compte des avis, préoccupations et suggestions des voyageurs, afin de contribuer à l'évaluation régulière du niveau des presta-

tions et à leur amélioration continue», indique l'EPAL dans sa page officielle facebook. À travers ce questionnaire, les voyageurs sont invités à faire part de leurs appréciations et de leurs propositions concernant les services dont ils bénéficient au sein de la gare maritime. Les informations recueillies permettront ainsi à l'Entreprise du Port d'Alger d'identifier les éventuelles insuffisances et de mieux répondre aux attentes des usagers. Pour faciliter la participation du plus grand nombre, plusieurs moyens ont été mis à la disposition des voyageurs. Le questionnaire est notamment distribué sous format papier au niveau de la gare maritime, tandis que des codes QR ont également été installés dans diffé-

rents espaces de la structure. Ces dispositifs permettent aux passagers d'accéder facilement au questionnaire et de le renseigner directement. L'Entreprise du Port d'Alger souligne que les avis, remarques et suggestions des voyageurs constituent un élément essentiel de sa démarche d'amélioration de la performance et de rehaussement de la qualité des services. Cette démarche traduit ainsi la volonté de l'entreprise de développer des prestations modernes, adaptées aux besoins des voyageurs et répondant à leurs attentes, tout en veillant à leur assurer les meilleures conditions d'accueil, d'orientation et de transit au niveau de la gare maritime.

F.A.

Air Algérie-Oman Airports

Un partenariat en prélude à la ligne Alger-Mascate

Le Groupe Air Algérie et la société Oman Airports -Transom ont signé, jeudi à Alger, un mémorandum d'entente visant à renforcer la coopération et à développer le partenariat entre les deux parties dans le domaine des services aériens, notamment l'assistance au sol et les services liés aux activités aéronautiques.

La cérémonie de signature a été coprésidée par le PDG du Groupe Air Algérie, Hamza Benhamouda, et le directeur général exécutif d'Oman Airports -Transom, Nasser ben Ahmed Al-Shurji, selon un communiqué d'Air Algérie, rapporte l'APS.

Le mémorandum d'entente s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman, et de la mise en œuvre du programme exécutif de coopération dans les domaines des transports, de la logistique et de la numérisation, signé au cours du premier semestre 2026. Cet accord prévoit l'exploration des opportunités de coopération entre les deux parties, de manière à contribuer à l'amélioration de la qualité des services et de l'expérience des voyageurs, et de l'examen des perspectives de coopération dans le domaine du fret aérien et l'échange d'expertises, d'expériences et de pratiques professionnelles. Ce partenariat intervient également dans le cadre de la démarche du Groupe Air Algérie visant à élargir sa coopération avec les acteurs internationaux du secteur de l'aviation et des services connexes et à tirer parti des expertises mutuelles au mieux des intérêts communs.

R.E.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Le délai de **rapatriement** des recettes fixé à 120 jours

Les règles encadrant les transactions courantes avec l'étranger et les comptes devises évoluent avec la modification du règlement n° 07-01 du 3 février 2007. Le nouveau dispositif précise notamment les délais de règlement et de rapatriement des recettes issues des exportations hors hydrocarbures, tout en introduisant une obligation d'assurance-crédit pour les opérations dont le paiement est différé au-delà de 120 jours.



FATIHA A.

Le nouveau règlement de la Banque d'Algérie, publié dans le dernier numéro du journal officiel, apporte des précisions importantes aux modalités applicables aux exportations hors hydrocarbures, à travers la modification et le complément de l'article 61 du règlement n° 07-01 du 15 Moharram 1428 correspondant au 3 février 2007, relatif aux règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes devises. Selon les nouvelles dispositions, le contrat d'exportation hors hydrocarbures peut désormais être conclu aussi bien au comptant qu'à crédit. L'exportateur est toutefois tenu de rapatrier la recette provenant de l'opération dans un délai ne dépassant pas 120 jours.

Ce délai court, pour les exportations de biens, à compter de la date d'expédition, tandis que pour les prestations de services, il est calculé à partir de la date de réalisation du service.

Le texte prévoit néanmoins une possibilité de pro-

longer le délai de règlement lorsque l'exportateur accorde à son client non résident des conditions de paiement supérieures à 120 jours.

Dans ce cas, le délai peut être porté jusqu'à 180 jours au maximum, mais cette extension est soumise à une condition préalable : l'opération d'exportation doit être couverte par une assurance-crédit à l'exportation souscrite auprès de l'organisme national habilité en la matière.

Le nouveau dispositif fixe ainsi clairement à 180 jours le délai maximal qu'un exportateur peut accorder à son client non résident pour le règlement d'une opération d'exportation hors hydrocarbures. Autre exigence introduite par le règlement : le délai de paiement doit être expressément mentionné dans le contrat commercial conclu entre l'exportateur et son client non résident.

Cette disposition vise notamment à encadrer les conditions de règlement dès la conclusion de la transaction et à assurer une meilleure traçabilité des opérations commerciales réalisées avec l'étranger.

Le texte apporte également une précision concer-

nant le moment du rapatriement des recettes. Il stipule que, dans tous les cas, le produit de l'exportation doit être rapatrié le jour même de son paiement par le client non résident.

À travers ces nouvelles dispositions, le cadre réglementaire renforce ainsi les obligations des exportateurs hors hydrocarbures en matière de rapatriement des recettes. Le principe demeure celui d'un rapatriement dans un délai de 120 jours, tandis que les délais plus longs sont strictement encadrés et conditionnés par une assurance-crédit.

Cette évolution intervient dans un contexte marqué par la volonté de renforcer les mécanismes régissant les opérations commerciales avec l'étranger et d'assurer un meilleur suivi des recettes générées par les exportations hors hydrocarbures.

Le dispositif établit ainsi un équilibre entre, d'une part, la nécessité de permettre aux entreprises algériennes d'accorder des facilités de paiement à leurs partenaires étrangers et, d'autre part, l'impératif de garantir le rapatriement effectif des recettes d'exportation dans les délais réglementaires.

Maintenance du réseau routier

Djellaoui appelle à traiter en priorité les « points noirs »

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, jeudi à Alger, une réunion de coordination consacrée au suivi et à l'évaluation de l'avancement des opérations de maintenance du réseau routier et autoroutier à travers le territoire national, indique un communiqué du ministère, selon l'APS.

Au début de la rencontre, un exposé détaillé sur l'état du réseau de routes nationales, de chemins de wilaya et d'autoroutes a été présenté, comprenant un diagnostic technique, notamment pour les tronçons et les ouvrages d'art nécessitant une intervention.

L'exposé a également porté sur l'état d'avancement des opérations d'expertise technique réalisées au niveau de plusieurs tronçons et ouvrages, ainsi que les résultats obtenus, permettant de déterminer la nature des dysfonctionnements enregistrés et les priorités à prendre en charge, ajoute la même source.

Après avoir suivi les exposés présentés, le ministre a donné des instructions pour entamer les expertises techniques relatives au reste des tronçons classés comme points noirs en procédant par priorité, à commencer par les tronçons routiers dégradés, afin d'identifier les causes de la dégradation et de proposer les solutions techniques appropriées.

Le ministre a appelé à poursuivre la prise en charge des tronçons classés comme points noirs, à assurer le suivi périodique des différents ouvrages d'art et à prendre les mesures nécessaires pour garantir leur viabilité. Concernant la maintenance, le ministre a ordonné de parachever les travaux en cours au niveau du réseau routier et autoroutier, tout en intensifiant les opérations d'entretien périodique et en veillant à renforcer la disponibilité opérationnelle des engins d'intervention et des centres de matériel, afin de garantir la rapidité et l'efficacité des interventions.

M. Djellaoui a, en outre, mis l'accent sur la nécessité de parachever les opérations d'expertise dans les meilleurs délais et de mettre en œuvre les recommandations qui en découlent, avec la prise en charge immédiate des tronçons et des ouvrages d'art nécessitant une intervention, conclut le communiqué.

R.E.

COMPLEXE D'EL HADJAR :

Le partenariat avec China Baowu se **précise**

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a présidé une réunion avec une délégation du groupe chinois China Baowu Steel Group, consacrée à l'examen des moyens de coopération et de partenariat dans le cadre de la réhabilitation et du développement du complexe d'El Hadjar, indique un communiqué du ministère, selon l'APS.

La rencontre s'est tenue au siège du ministère, en présence des responsables de filiales et entreprises relevant du groupe chinois, de représentants de China Road & Bridge Corporation (CRBC) en Algérie, du Directeur général de la Société nationale de sidérurgie (SNS) et de représentants du Groupe industriel Sider et d'Algerian Qatari Steel (AQS).

Cette rencontre est l'aboutissement d'un processus de consultations engagé par le ministère de l'Industrie dans le cadre d'un plan intégré visant à réhabiliter et à développer le complexe d'El Hadjar. Ce plan a pour objectifs de moderniser ses capacités de production, d'améliorer ses performances, de valoriser ses actifs industriels et de l'intégrer dans l'écosystème national de

l'industrie sidérurgique. Dans ce cadre, le ministre avait présidé, lundi dernier, une rencontre avec la délégation chinoise, qui avait abouti à l'élaboration d'un programme de travail pour la poursuite des consultations. Ce programme prévoit l'organisation de réunions techniques et de visites de terrain, notamment l'inspection du complexe d'El-Hadjar, ainsi que des rencontres de coordination avec les organismes, les entreprises et les secteurs ministériels concernés par le projet, notamment les mines, l'énergie et les hydrocarbures. Cette opération initiée et suivie par le ministère de l'Industrie vise à parachever l'évaluation des données techniques et économiques et à harmoniser les visions concernant les options envisagées pour le développement du projet, selon le communiqué.

La participation du groupe chinois revêt une importance particulière au regard de son expertise internationale dans l'industrie sidérurgique, notamment dans les domaines des technologies de pointe, de la numérisation industrielle, de la réduction directe et de la production de fer réduit et de fer briqueté à chaud (DRI/HBI), ainsi que

dans le développement de l'acier vert et la réduction de l'empreinte carbone. Les discussions ont également porté sur les perspectives d'utilisation de l'hydrogène vert dans la production de fer et d'acier bas carbone, en s'appuyant sur l'expérience du groupe et son expertise dans ce domaine, ainsi que sur les ressources minières et énergétiques dont regorge l'Algérie et son potentiel prometteur dans le domaine des énergies renouvelables. Cette approche s'oriente vers «l'établissement d'un partenariat industriel productif fondé sur le transfert de technologie et d'expertise, le développement des compétences, la localisation de l'activité industrielle et le renforcement de l'intégration locale», précise la même source. La SNS joue un rôle central dans cette dynamique, en tant que partenaire essentiel dans la valorisation et le développement de ses actifs industriels, et contribue à la mise en œuvre de la vision de l'Etat pour la promotion de la filière sidérurgique, à travers la modernisation des moyens de production, l'amélioration de l'efficacité et de la performance, le développement de produits à valeur ajoutée et le ren-

forcement de l'intégration industrielle. Compte tenu de la nature stratégique du projet, l'approche adoptée repose, selon le ministère, sur la coordination entre les différents secteurs et entreprises concernés, afin d'assurer la complémentarité entre les aspects industriels, techniques, énergétiques, miniers, logistiques et de formation, et de relier le développement du complexe d'El Hadjar aux différents maillons de la chaîne de valeur, de la valorisation des ressources minières et le traitement du minerai de fer jusqu'à la production de fer et d'acier et le développement de produits à valeur ajoutée, tout en s'orientant vers une industrie sidérurgique verte. Les deux parties sont convenues de poursuivre le travail selon l'échéancier établi. Le groupe chinois devra ainsi présenter, avant la fin du mois de septembre prochain, la conception technologique finale du projet, un projet de mémorandum d'entente sur le partenariat, ainsi qu'une feuille de route détaillée pour la concrétisation du projet.

R.E.

Mostaganem

Création de la première coopérative des céréales et des légumes secs

La première coopérative des céréales et des légumes secs a été créée dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué, récemment, un communiqué de la cellule d'information et de communication des services du wali.



L'annonce de la création de cette nouvelle structure agricole intervient à l'issue d'une réunion tenue lundi dernier, par le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, avec les responsables de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), ainsi que ceux des coopératives des céréales et des légumes secs de Relizane et d'Oued R'hiou. Cette décision vient couronner deux années d'efforts et de démarches visant à lever les obstacles auxquels étaient confrontés les producteurs de céréales de la wilaya, notamment en matière d'accès aux services des coopératives et de prise en charge des grandes cultures. Auparavant, les producteurs de céréales de Mostaganem étaient rattachés aux coopératives des céréales et légumes secs de Reli-

zane et d'Oued R'hiou, par l'intermédiaire de leurs annexes situées à Mesra, pour la partie Ouest de la wilaya, et à Sidi Ali, pour la partie Est, précise le communiqué. Le wali a indiqué que l'activité de cette nouvelle coopérative a d'ores et déjà commencé, dans l'attente de l'achèvement de l'aménagement de son siège administratif et du début de son fonctionnement, «à compter du 1er janvier prochain», dans ses nouveaux locaux. Selon la même source, la nouvelle coopérative a été implantée au niveau du siège de l'Unité de la Coopérative agricole de Mostaganem, afin de bénéficier des infrastructures et des moyens mis à disposition par la wilaya, notamment les deux unités dédiées à l'importation et à la gestion des stocks de céréales. Cette initiative constituera une réelle valeur ajoutée pour le secteur agricole local, en rapprochant les services des agriculteurs, en facilitant la prise en charge des récoltes, en contribuant à l'organisation du marché et à l'amélioration des conditions d'exercice de l'activité agricole, ainsi qu'en accompagnant les professionnels de la filière céréalière, ajoute le communiqué. Par ailleurs, dans le but d'organiser les marchés et de garantir la stabilité de l'approvisionnement en produits agricoles de première nécessité, le wali a également fait état d'autres démarches visant à créer des coopératives similaires pour d'autres filières agricoles, notamment celles des fruits et légumes. Ces structures devront permettre de mettre en place des mécanismes efficaces de distribution et de commercialisation des produits agricoles, conclut la même source.

zane et d'Oued R'hiou, par l'intermédiaire de leurs annexes situées à Mesra, pour la partie Ouest de la wilaya, et à Sidi Ali, pour la partie Est, précise le communiqué. Le wali a indiqué que l'activité de cette nouvelle coopérative a d'ores et déjà commencé, dans l'attente de l'achèvement de l'aménagement de son siège administratif et du début de son fonctionnement, «à compter du 1er janvier prochain», dans ses nouveaux locaux. Selon la même source, la nouvelle coopérative a été implantée au niveau du siège de l'Unité de la Coopérative agricole de Mostaganem, afin de bénéficier des infrastructures et des moyens mis à disposition par la wilaya, notamment les deux unités dédiées à l'importation et à la gestion des stocks de céréales. Cette initiative constituera une réelle valeur ajoutée pour le secteur agricole local, en rapprochant les services des agriculteurs, en facilitant la prise en charge des récoltes, en contribuant à l'organisation du marché et à l'amélioration des conditions d'exercice de l'activité agricole, ainsi qu'en accompagnant les professionnels de la filière céréalière, ajoute le communiqué. Par ailleurs, dans le but d'organiser les marchés et de garantir la stabilité de l'approvisionnement en produits agricoles de première nécessité, le wali a également fait état d'autres démarches visant à créer des coopératives similaires pour d'autres filières agricoles, notamment celles des fruits et légumes. Ces structures devront permettre de mettre en place des mécanismes efficaces de distribution et de commercialisation des produits agricoles, conclut la même source.

ELECTRICITÉ ET GAZ

Raccordement de 12 établissements éducatifs à Ghardaïa

Douze (12) établissements éducatifs, tous paliers confondus, ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, en prévision de la prochaine rentrée scolaire (2026-2027), à-on informé lundi de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Parmi ces structures pédagogiques, dont la plupart sont nouvelles, figurent huit (8) écoles primaires situées dans les quartiers de Sidi-Abaz, des 200 logements «AADL» dans la zone scientifique de la commune de Bounoura, ainsi que Bindjebline et Bouhraoua (Ghardaïa), El-Hadba (Metlili), Sakiet El-Henaïa et Sidi-Belkheir (Guerrara), et Mansoura Djedida (Mansoura), a précisé la même source. Il s'agit également de trois (3) collèges d'enseignement moyen (CEM), dont deux (2) à El-Hadba et la cité des 200 logements AADL (Metlili) et un à Chaaba El-Hamra (Daya Bendahoua), en plus du lycée «Moufidi Zakaria», au niveau du quartier Hadj Messaoud, chef-lieu de wilaya, at-on ajouté. La direction de distribution a, en coordination avec les services de la wilaya, mobilisée tous les moyens nécessaires pour mener à bien les opérations de raccordement de ces établissements dans les délais impartis, contribuant ainsi à accueillir les élèves dans de bonnes conditions à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire.

M'SILA

Mise en service d'un complexe sportif de proximité à El Hamel

Un complexe sportif de proximité a été inauguré et mis en service dans la commune d'El Hamel, dans la wilaya de M'Sila, a-t-on appris mardi auprès du directeur de la jeunesse et des sports par intérim, Ali Zouak. Le même responsable a déclaré à l'APS que cette nouvelle structure sportive, dont l'inauguration a été présidée lundi par le wali de la wilaya, Nedjmeddine Tiar, a nécessité un investissement de 90 millions DA. Le nouveau complexe de proximité comprend notamment une salle omnisports, un terrain de jeu en gazon synthétique et un autre pour la pratique du handball et du volleyball, en plus d'une salle de sports de combat et d'autres pour la musique et le dessin, a-t-on détaillé. Ainsi, le nombre de complexes sportifs de proximité s'est élevé à 21 à travers la wilaya de M'Sila, en attendant la mise en service prochaine d'un nouveau complexe dans la commune de Maâdid où les travaux sont en phase d'achèvement, selon la même source. M. Zouak a indiqué que la mise en service de cette nouvelle structure sportive s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à réaliser des espaces au profit des jeunes, particulièrement ceux actifs au sein des associations et des clubs sportifs locaux.

FILIALES ÉCONOMIQUES DE L'UNIVERSITÉ DE OUARGLA

Un levier de développement dans la région

Les filiales économiques relevant de l'Université Kasdi Merbah d'Ouargla (UKMO) constituent un levier de développement local et de dynamisation économique à la faveur de leurs services et expertises fournis aux collectivités locales et entreprises économiques de la région. Un éventail de services est assuré par ses filiales en direction des collectivités locales et entités économiques, notamment dans les créneaux ayant trait direct au développement, dont l'informatique, les consultations en psychologie de travail, agriculture, environnement, énergies renouvelables et traduction, a indiqué le directeur du bureau des filiales économiques à l'UKMO, Nacer Ghilani. Dans ce sillage, des efforts ont été entrepris par l'UKMO pour vulgariser ses missions auprès de son milieu économique lui permettant de mettre

en œuvre plusieurs opérations et actions en direction des entreprises et organismes locaux. Il s'agit de l'organisation, entre-autres services, des sessions de formation en gestion administrative au profit du personnel de la commune de Hassi-Messaoud, formation en mécanique des employés de l'entreprise de tramway «Setram», et maintenance des cartes de commande électronique de véhicules usant des nouvelles technologies, en plus d'autres services offerts à la direction régionale de production pétrolière de Berkouk, relevant de l'entreprise des hydrocarbures Sonatrach. Ces efforts, intervenant en application des directives des pouvoirs publics portant réduction de la facture d'importation, pièces rechange notamment, ont influé positivement sur l'augmentation de la demande, à la faveur des moyens de pointe

disponibles et de qualifications de l'encadrement universitaire, sur les services de maintenance des équipements techniques. S'agissant de la coopération entre l'UKMO et son environnement extérieur, l'on relève la signature de quatre (4) conventions entre les filiales universitaires économiques et la wilaya de Ouargla portant organisation des consulting psychologiques, la lutte contre le phénomène de l'ensablement des chaussées et l'exploitation de la Sebkhia (lac) formé par l'exutoire de Ouargla. Le chef de bureau des filiales a, à ce titre, mis en valeur l'approche prospective des services de la wilaya visant à mettre en valeur la Sebkhia et d'en faire un laboratoire en plein air à la satisfaction des étudiants et chercheurs universitaires. Abondant dans ce sens, le même responsable a dévoilé que les suggestions ont trait à l'exploita-

tion de la Sebkhia en l'expérimentation et le développement des espaces végétales halophiles, résistantes à la haute salinité marquant cet espace en les exploitant comme alimenta de bétail et d'extraction de certains types d'huiles. Outre la valorisation de cet endroit en site touristique, les suggestions avancées portent également sur la réalisation d'une étude universitaire préconisant des méthodes de concrétisation, à moindres couts, des bâtisses sur ce site, en sus des activités économiques génératrices de richesse et d'emplois. L'Université Kasdi Merbah regroupe actuellement douze (12) filiales économiques pluridisciplinaires, dont la première a été créée en 2024, avant d'être suivie ultérieurement par la mise en place de cinq (5) autres, a rappelé le chef de bureau des filiales à l'UKMO.

LA "TOURISTA", OU DIARRHÉE DU VOYAGEUR

Comment éviter et traiter cette **infection** digestive

PAR AMEL B

La "tourista", ou diarrhée du voyageur, est un trouble digestif fréquent au cours des voyages. Elle est le plus souvent liée à l'ingestion d'eau ou d'aliments contaminés par des bactéries, des virus ou des parasites. Elle peut provoquer des selles liquides, des douleurs ou crampes abdominales, des nausées, des vomissements et parfois de la fièvre. La prévention repose notamment sur l'hygiène des mains et la vigilance concernant l'eau et les aliments. La diarrhée du voyageur compte parmi les problèmes de santé les plus fréquents liés aux déplacements internationaux. Selon l'édition 2026 du Yellow Book, le guide de référence des Centers for Disease Control and Prevention (CDC) consacré à la santé des voyageurs internationaux, elle peut toucher environ 30 à 70 % des voyageurs au cours d'une période de deux semaines, avec un risque qui varie notamment selon la destination et la saison. Les bactéries constituent les principales causes de la diarrhée du voyageur. Certaines souches d'*Escherichia coli* sont particulièrement fréquentes, mais d'autres bactéries, notamment *Campylobacter*, *Shigella* et *Salmonella*, peuvent également être responsables. Des virus, notamment le norovirus, ainsi que des parasites comme *Giardia* et *Cryptosporidium*, peuvent aussi provoquer cette affection. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) rappelle que les maladies diarrhéiques peuvent être provoquées par différents agents infectieux et se transmettre par l'eau ou les aliments contaminés, mais aussi d'une personne à l'autre lorsque l'hygiène est insuffisante. Le lavage des mains, l'accès à une eau sûre et les bonnes pratiques d'hygiène alimentaire contribuent ainsi à réduire le risque.

Les symptômes apparaissent généralement sous la forme de selles liquides ou fréquentes, auxquelles peuvent s'ajouter des crampes ou douleurs abdominales, des nausées, des vomissements et parfois de la fièvre. Leur durée dépend de l'agent responsable : selon le CDC, une diarrhée bactérienne non traitée dure généralement 3 à 7 jours, tandis qu'une diarrhée virale dure le plus souvent 2 à 3 jours. Les infections parasitaires peuvent, quant à elles, persister beaucoup plus longtemps.

La principale complication à prévenir est la déshydratation, liée aux pertes d'eau et d'électrolytes provoquées par les selles liquides et, dans certains cas, par les vomissements. Le risque est particulièrement important chez les jeunes enfants, les personnes âgées et les personnes fragiles. L'OMS considère la déshydratation comme la principale menace asso-

Appelée couramment "tourista", la diarrhée du voyageur est une infection digestive fréquente qui survient lors d'un voyage, généralement après l'ingestion d'eau ou d'aliments contaminés. Elle peut provoquer des diarrhées, des douleurs abdominales, des nausées et parfois des vomissements ou de la fièvre. La prévention repose principalement sur l'hygiène des mains et la vigilance concernant l'eau et les aliments.



ciée aux maladies diarrhéiques. En cas de diarrhée, la priorité est donc de compenser les pertes hydriques. Lorsque celles-ci sont importantes, le CDC recommande une solution de réhydratation orale préparée à partir de sels de réhydratation. Dans les formes légères, l'apport régulier de liquides peut généralement suffire à maintenir une bonne hydratation. La prévention repose également sur des précautions concernant l'eau et les aliments. Le CDC recommande notamment d'éviter les aliments crus ou insuffisamment cuits susceptibles d'être contaminés et de privilégier une eau sûre. Il souligne toutefois que les simples règles consistant à « cuire, peler ou éviter » certains aliments ne permettent pas d'éliminer totalement le risque. Les pratiques d'hygiène dans les lieux de préparation des aliments ainsi que les conditions générales d'hygiène et d'assainissement jouent également un rôle important. En cas de diarrhée, certains médicaments peuvent soulager temporairement les symptômes. Le lopéramide, notamment, peut réduire la fréquence des selles chez certains adultes. Toutefois, le CDC déconseille son utilisation seule en cas de diarrhée sanglante ou de diarrhée accom-

pagnée de fièvre. Les antibiotiques ne sont pas systématiques. Leur utilisation dépend de la gravité de la diarrhée et du contexte clinique. Le CDC réserve notamment leur utilisation à certaines formes modérées ou sévères, tandis qu'ils ne sont pas recommandés pour une diarrhée légère. Leur emploi doit donc être encadré par un professionnel de santé, notamment en raison du risque de résistance aux antibiotiques. Une consultation médicale est particulièrement importante en présence de sang dans les selles, de forte fièvre, de signes de déshydratation, de symptômes sévères ou persistants. Une diarrhée qui dure 14 jours ou plus est considérée comme persistante et peut nécessiter des examens complémentaires, notamment pour rechercher une infection parasitaire ou une autre cause. La tourista est donc généralement une affection digestive aiguë et limitée dans le temps, mais elle ne doit pas être banalisée. Une bonne hygiène des mains, une eau et des aliments sûrs, ainsi qu'une réhydratation rapide en cas de symptômes constituent les principales mesures permettant de limiter ses conséquences

A.B

La figue révèle tous ses secrets

Un trésor de bienfaits pour la santé

Bien plus qu'un fruit apprécié pour sa douceur et sa saveur délicatement sucrée, la figue regorge de bienfaits pour la santé. Originaire du bassin méditerranéen, elle constitue un aliment particulièrement intéressant sur le plan nutritionnel et peut trouver facilement sa place dans une alimentation variée et équilibrée. Riche en fibres, en minéraux et en composés antioxydants, la figue offre plusieurs atouts pour la santé. Grâce à sa teneur en fibres alimentaires, elle peut contribuer au bon fonctionnement du transit intestinal et favoriser une sensation de satiété. Les fibres participent également à une alimentation favorable à la santé cardiovasculaire et au maintien d'un équilibre métabolique. La figue apporte aussi différents minéraux, notamment du potassium, qui joue un rôle important dans le fonctionnement normal des muscles et du système nerveux. Ce fruit contient par ailleurs des polyphénols et d'autres composés antioxydants. Ces substances contribuent à protéger les cellules contre le stress oxydatif. Comme pour les autres fruits, cet apport en composés végétaux s'inscrit dans une alimentation riche en végétaux, généralement associée à de meilleurs indicateurs de santé. La figue peut être consommée fraîche, notamment lorsqu'elle est mûre et bien parfumée, mais également séchée. Il faut toutefois distinguer les deux formes : la figue sèche est beaucoup plus concentrée en sucres et en calories puisque l'eau a été retirée. Elle constitue donc une excellente source de fibres et d'énergie, mais les portions doivent être adaptées, particulièrement pour les personnes qui surveillent leur consommation de sucres.

La présence de minéraux et de composés végétaux ne transforme cependant pas la figue en aliment « miracle ». Ses bienfaits doivent être considérés dans le cadre d'une alimentation diversifiée comprenant également des légumes, des céréales complètes, des légumineuses, des noix et d'autres fruits. Manger régulièrement différents végétaux permet en effet de bénéficier d'une plus grande variété de nutriments. Qu'elle soit fraîche ou séchée, la figue mérite donc sa place dans une alimentation équilibrée. Savoureuse, naturellement sucrée et riche en fibres, elle constitue une manière simple d'augmenter la consommation de fruits tout en profitant d'une diversité intéressante de nutriments et de composés végétaux.

SELON UNE ÉTUDE

La perte de végétation native rend le Brésil plus **vulnérable** à El Nino

Le Brésil a perdu en quatre décennies une surface de végétation native équivalente à la surface du Pérou, ce qui le rend plus vulnérable aux événements climatiques extrêmes liés à El Nino, selon une étude publiée mercredi. Différentes régions de cet immense pays se préparent à des vagues de sécheresse, des inondations et des feux de forêt, alors que le phénomène météorologique El Niño, confirmé en juin, devrait s'intensifier vers la fin de l'année. Dans son étude annuelle sur l'usage de la terre au Brésil, le réseau de surveillance environnementale MapBiomas a affirmé que le territoire du pays sud-américain n'était plus recouvert que de 65% de végétation native, contre 79% il y a quatre décennies. Les

principales pertes se concentrent dans la forêt amazonienne et dans le Cerrado (centre), savane riche en biodiversité. Une grande partie des zones ayant perdu leur végétation native ont été transformées en champs et en pâturages, les terres agricoles représentant à présent 32% du territoire brésilien, contre 18% en 1985. Une analyse réalisée par MapBiomas a montré que ces terres utilisées pour des activités agricoles étaient plus vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes lors de trois épisodes El Nino particulièrement puissants par le passé. Tasso Azevedo, coordinateur général du réseau, a déclaré à des médias que les zones déboisées de l'Amazonie avaient connu « une baisse plus im-

portante des prélèvements par rapport aux zones forestières » pendant l'épisode El Nino de 2023-2024. Et dans la pampa (vastes prairies du sud du Brésil), a été constaté « un excès de prélèvement » sur les terres agricoles par rapport aux zones où la végétation native a été préservée. En 2024, l'Etat méridional du Rio Grande do Sul a subi des inondations historiques qui ont fait environ 200 morts. Les modes d'occupation des sols ne modifient pas El Nino lui-même, mais ils peuvent en changer les effets », a expliqué M. Azevedo. Il a indiqué que l'étude n'examinait pas les raisons pour lesquelles les zones agricoles subissaient des impacts plus intenses du phénomène météorologique. « Mais une hypothèse est que, en Ama-

zonie, la déforestation réduit l'évapotranspiration et l'humidité de l'air local. Cela entraîne une élévation des températures et une diminution des prélèvements (...). El Nino amplifie cet effet. » En juillet, le gouvernement brésilien a averti qu'un « El Nino très fort » était attendu cette année, les températures de surface de la mer dans l'océan Pacifique devant dépasser de plus de deux degrés les moyennes habituelles. Ce réchauffement peut avoir des effets majeurs sur les régimes météorologiques dans le monde entier. La Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil a également prévenu qu'un « super El Nino » pourrait affecter les principales cultures du pays, comme le café, le soja et le sucre.

BELGIQUE

9 millions d'euros de lingots et pièces d'or découverts lors de travaux

La police belge a exhorté les chasseurs de trésors à se tenir à l'écart d'un chantier de construction au nord-ouest de Bruxelles, où des ouvriers ont découvert cette semaine un butin de pièces et lingots d'or estimé à 9 millions d'euros.

Cette découverte a été faite mardi lors de travaux de rénovation dans un bâtiment de la ville de Termonde (Dendermonde), en Flandre-Orientale. La police a déclaré que les ouvriers l'avaient alertée après avoir découvert «une grande quantité d'or». Elle a publié sur sa page Facebook des photos d'environ 50 lingots et des piles de pièces en or.

Les médias belges ont rapporté que le butin, d'une valeur estimée à neuf millions d'euros, avait été retrouvé dans les parois d'une cave lors de la rénovation d'une maison appartenant à une association caritative locale, le CAW Flandre-Orientale.

Un ouvrier interrogé par le radio-diffuseur public flamand VRT a déclaré que la «première réaction de l'équipe a été l'incrédulité et la stupeur». «Nous sommes tombés dessus en effectuant des travaux de terrassement pour poser une conduite pour le réseau d'assainissement», a expliqué l'homme identifié seulement sous le nom de Kobe.

«Nous ne nous attendions certainement pas à trouver de l'or», a-t-il ajouté.

La police a indiqué que l'or avait été «inventorié et mis en sécurité aussi vite que possible dans un coffre-fort haute sécurité appartenant aux services fédéraux». «Apparemment, plusieurs chasseurs de trésors aimeraient rendre une petite visite au site», indique une publication Facebook du commissariat de police, qui a changé sa photo de profil pour une pièce d'or à la suite de cette découverte.

«Un conseil en or: c'est totalement inutile», s'est feint d'humour la police, appelant les curieux à rester à l'écart du chantier clôturé. Le propriétaire du «trésor» reste à identifier.

AU MOINS 38 MORTS ET PLUSIEURS DIZAINES DE BLESSÉS

L'Indonésie **secouée** par deux puissants séismes en une journée

Deux puissants séismes ont frappé samedi l'Indonésie en quelques heures. Le premier, d'une magnitude de 7,7, a touché l'est de l'archipel, notamment l'île de Florès, faisant au moins 38 morts et plusieurs dizaines de blessés. Le bilan pourrait toutefois encore évoluer, alors que les opérations de secours se poursuivent dans les zones les plus touchées. Selon le dernier bilan officiel communiqué par l'Agence nationale indonésienne de gestion des catastrophes, 38 personnes sont mortes, deux ont été grièvement blessées et onze autres ont subi des blessures légères. Environ 2 000 habitants ont par ailleurs évacué les secteurs exposés. Un responsable local des secours a toutefois évoqué un bilan de 40 morts, illustrant l'incertitude qui persiste alors que les équipes poursuivent leurs recherches. La violence des secousses a provoqué l'effondrement de plusieurs bâtiments, des glissements de terrain ainsi que des perturbations sur les routes, l'électricité et les communications. Ces difficultés compliquent l'acheminement de l'aide vers certaines zones isolées. Les secours recherchent encore d'éventuelles victimes sous les décombres et évaluent l'ampleur des dégâts. Une alerte au tsunami a également été déclenchée après le séisme, avant d'être levée quelques heures plus tard. Les autorités sont toutefois restées vigilantes face aux répliques enregistrées après le tremblement de terre, certaines ayant atteint des magnitudes importantes. La population des zones côtières a été appelée à suivre les consignes des autorités et à rester attentive à toute nouvelle secousse. Quelques heures après le séisme meurtrier de Florès, un deuxième tremblement de terre, d'une magnitude de 6,9 selon l'US Geological Survey, a frappé le nord de Sumatra. Son épicerie a été localisé près de Pematangsiantar, à environ 126 kilomètres au sud-est de Medan. Contrairement au premier séisme, ce tremblement de terre, survenu à une profondeur beaucoup plus importante, n'avait pas fait état dans l'immédiat de victimes ou de dégâts majeurs. Les secousses ont

L'Indonésie a subi samedi un séisme d'une magnitude de 7,7, faisant au moins plusieurs dizaines de morts sur l'île de Florès. Un deuxième tremblement de terre, d'une magnitude de 6,9, a secoué l'île de Sumatra quelques heures après.



néanmoins été ressenties dans plusieurs régions de Sumatra et jusqu'en Malaisie. Face à la situation à Florès, les autorités indonésiennes ont renforcé les opérations de secours. Deux hélicoptères et un avion doivent notamment participer à l'acheminement des équipes et du matériel vers les secteurs difficiles d'accès. Les opérations restent compliquées par les routes endommagées et les éventuels glissements de terrain. Ces deux séismes rappellent la forte vulnérabilité de l'Indonésie face aux catastrophes naturelles. Situé sur

la «ceinture de feu du Pacifique», l'archipel se trouve à la jonction de plusieurs plaques tectoniques et connaît régulièrement de puissants séismes et des éruptions volcaniques. Le pays a déjà connu plusieurs catastrophes sismiques majeures, notamment en 2004, lorsqu'un séisme de magnitude 9,1 au large de Sumatra avait déclenché un tsunami dévastateur dans l'océan Indien. En 2018, un séisme de magnitude 7,5 suivi d'un tsunami avait également ravagé Palu, sur l'île de Sulawesi.

EXPLOSION D'UNE BONBONNE DE GAZ DANS UN CENTRE COMMERCIAL

Trois morts et 17 blessés en **Egypte**

Trois personnes ont péri et 17 autres ont été blessées jeudi après l'explosion d'une bonbonne de gaz dans un restaurant d'un centre commercial du Nouveau Caire, provoquant un incendie et l'effondrement d'un ascenseur, ont rapporté les médias égyptiens. Les services d'urgence ont été appelés au centre commercial de Tagamoa suite à un in-

cendie signalé dans un restaurant. Les pompiers et les ambulances se sont rendus sur place et l'incendie a été maîtrisé. Par mesure de précaution, le centre commercial a été évacué. Les premiers rapports faisaient état de deux morts et de douze blessés, mais le bilan s'est alourdi à trois morts après la confirmation d'un autre décès. Les victimes et les blessés ont été

transportés à l'hôpital, tandis que les forces de sécurité bouclaient le secteur. Le parquet égyptien a ouvert une enquête afin de déterminer les circonstances de l'explosion et de l'effondrement de l'ascenseur qui a suivi. Les autorités poursuivent leurs investigations sur les lieux et prennent les mesures légales nécessaires, selon les mêmes sources.

EBOLA

Un **décès** toutes les 30 minutes en RD Congo

Le virus Ebola provoque la mort d'une personne toutes les trente minutes en République démocratique du Congo (RDC), a indiqué le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Tom Fletcher, appelant la communauté internationale à intensifier ses efforts pour lutter contre l'épidémie. Dans un communiqué, M. Fletcher a qualifié cette épidémie de «plus rapide propagation jamais enregistrée», soulignant l'urgence d'élargir la réponse et de renforcer la solidarité internationale avant que le virus ne se propage davantage parmi la population. Il a indiqué qu'un nombre beaucoup plus important de personnes était exposé au risque, précisant que certains pays avaient contribué à hauteur d'environ 300 millions de dollars à un fonds destiné à lutter contre l'épidémie. Le responsable onusien a également averti qu'«Ebola est en train de gagner» en RDC, estimant toutefois qu'il ne fallait pas permettre au virus de prendre le dessus sur les efforts internationaux visant à contenir sa propagation. Il a insisté sur la nécessité de répondre en priorité aux besoins importants en eau, en hygiène, en soins de santé et en autres services essentiels dans la région, appelant le monde à agir efficacement pour faire face à la propagation du virus. M. Fletcher a, par ailleurs, annoncé l'envoi de 20 agents supplémentaires sur les «lignes de front» de la lutte contre le virus, tout en soulignant la nécessité d'intensifier davantage les efforts. «Nous devons doubler le nombre d'équipes chargées d'assurer des opérations d'inhumation sûres et dignes, tripler la capacité d'accueil des centres de traitement, améliorer le suivi des contacts et déployer davantage de responsables expérimentés», a-t-il déclaré. L'épidémie d'Ebola a fait au moins 2.184 morts sur plus de 4.600 cas depuis l'annonce de son apparition en RDC, le 15 mai dernier. L'ONU avait auparavant averti que cette épidémie risquait de devenir la plus meurtrière de l'histoire de la maladie. Le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU avait annoncé l'octroi de 30,5 millions de dollars supplémentaires, venant s'ajouter aux 24 millions de dollars déjà alloués pour aider la RDC et quatre autres pays à faire face à l'épidémie, notamment après la détection de cas dans six provinces congolaises, en Ouganda ainsi que près de la frontière avec le Soudan du Sud. Le virus Ebola a causé la mort de plus de 15.000 personnes en Afrique au cours des cinquante dernières années. L'épidémie la plus meurtrière, qui s'est étendue de 2018 à 2020, avait fait près de 2.300 morts sur environ 3.500 cas.

NOS INTERNATIONAUX EN BALLOTAGE

Chaïbi vers l'Angleterre, Boulbina vise l'Europe

Ces dossiers, bien que différents, témoignent de la montée en puissance constante des talents algériens sur la scène internationale. Le milieu de terrain international algérien Farès Chaïbi, élément essentiel de l'Eintracht Francfort, pourrait bien devenir l'un des feuilletons majeurs de ce mercato. Selon les informations relayées par le quotidien allemand Bild, le joueur de 23 ans est actuellement en discussions avancées avec Crystal Palace. Pensionnaire exigeant de Premier League, le club londonien voit en Chaïbi le profil idéal pour densifier et dynamiser son entrejeu. Arrivé en Bundesliga à l'été 2023, le joueur avait été recruté pour un montant avoisinant les 10 millions d'euros. En l'espace de deux saisons, Chaïbi a su s'imposer durablement au sein de l'effectif de Francfort, accumulant une expérience précieuse avec 35 sélections sous le maillot national. Toutefois, les dirigeants allemands ne comptent pas brader leur pépite. Sous contrat jusqu'en 2028, Chaïbi est désormais valorisé entre 25 et 30 millions d'euros par le club, qui souhaite réaliser une opération financière significative. Si Brighton et Newcastle ont également manifesté un intérêt non dissimulé, la piste menant à Crystal Palace apparaît comme la plus sérieuse et la plus concrète à l'heure actuelle.

Boulbina, le projet d'une ascension vers les championnats européens

De son côté, l'attaquant Adil Boulbina semble plus que jamais déterminé à franchir le Rubicon. Après une saison 2025-2026 remarquablement accomplie avec Al-Duhail au Qatar, où il a compilé des statistiques éloquentes — 13 buts inscrits et 7 passes décisives en 32 rencontres toutes compétitions confondues —, le joueur formé au Paradou AC affiche une ambition claire : s'imposer dans un championnat européen de premier plan. Son transfert au Qatar l'année dernière, réalisé sous la direction de Djamel Belmadi, avait été mûrement réfléchi. Il s'agissait alors de s'aguerrir, de gagner en maturité tactique et de s'installer progressivement dans le paysage de l'équipe nationale, avec l'objectif assumé d'utiliser cette étape comme un véritable tremplin vers l'Europe. Aujourd'hui, ce plan semble porter ses fruits, attirant l'attention de plusieurs recruteurs.

L'actualité des internationaux algériens est en ébullition durant cette période de transferts. Entre les sirènes de la Premier League anglaise et les perspectives ambitieuses d'un départ vers le Vieux Continent, deux noms cristallisent particulièrement les attentes des observateurs et des supporters des Verts : le milieu de terrain Farès Chaïbi et l'attaquant Adil Boulbina



teurs. Néanmoins, son départ s'annonce complexe sur le plan financier. Conscients de la valeur marchande du joueur, les dirigeants d'Al-Duhail se montrent particulièrement gourmands, réclamant une indemnité située entre 10 et 12 millions d'euros pour libérer leur attaquant. Cette position ferme pourrait ralentir les négociations, bien que l'intérêt soit réel. Après avoir été scruté par des clubs tels que le Club Bruges, Charleroi, l'Olympique de Marseille, Brest ou encore le Betis Séville par le passé,

Boulbina est aujourd'hui plus que jamais dans les viseurs des écuries belges et allemandes. Le joueur, qui a clairement exprimé sa volonté de tenter l'aventure européenne, devra attendre de voir si un club saura s'aligner sur les exigences qatariques.

Pour Boulbina, l'enjeu est double : confirmer son statut de nouvelle option offensive de premier choix pour le sélectionneur national et franchir ce palier décisif qui pourrait transformer sa carrière.

H.M.

Norvège

Chiakha porte encore Rosenberg

L'international algérien Amin Chiakha continue d'affoler les compteurs en Norvège. L'attaquant de 20 ans a une nouvelle fois été déterminant avec Rosenberg, vendredi soir, lors de la victoire spectaculaire de son équipe face à Viking (2-1), à l'occasion de la 18e journée du championnat norvégien. Titulaire, Chiakha s'est rapidement illustré en participant directement à l'ouverture du score. À la 16e minute, le jeune attaquant algérien a délivré une passe décisive, permettant à Rosenberg de prendre les commandes de la rencontre. Mais son influence ne s'est pas arrêtée là. Alors que les deux équipes se dirigeaient vers un partage des points après l'égalisation de Viking, Chiakha a encore une fois sorti le grand jeu dans les ultimes secondes. À la 90e+5 minute, il a inscrit le but de la victoire d'une frappe du pied gauche, offrant trois points précieux à son équipe et faisant exploser le stade. Cette nouvelle prestation confirme l'excellente dynamique du joueur, qui a désormais marqué lors de six rencontres consécutives en championnat. Son bilan en Eliteserien atteint neuf buts et deux passes décisives, tandis qu'il compte dix réalisations toutes compétitions confondues avec Rosenberg cette saison. Prêté par le FC Copenhague, Chiakha voit ainsi sa cote grimper considérablement. Rosenberg disposerait d'une option d'achat estimée à cinq millions d'euros, ce qui constituerait un investissement record pour le club norvégien. Avec une telle régularité, le jeune Fennec s'impose progressivement comme l'un des attaquants les plus en vue du championnat. Ses performances pourraient également lui permettre de retrouver prochainement la sélection algérienne, avec le prochain rassemblement de septembre en ligne de mire.

Amical

La JSK et le MSPB font match nul

La JS Kabylie s'est neutralisée avec le MSP Batna (0-0), pensionnaire de la Ligue 2 amateur de football (groupe Centre-Est), lors de sa quatrième sortie amicale de son stage de préparation en Tunisie, vendredi à Tabarka. Le transfuge du MC Alger, le gardien de but Alexis Guendouz, a signé ses grands débuts sous le maillot kabyle, en faisant son apparition dans le onze de départ. Lors des trois premiers tests de préparation, les Canaris se sont imposés face à l'ESF Bouaouane (Ligue du nord/Bizerte) 6-0 et devant le CS Hammam-Lif (2-0), avant de faire match nul devant le Stade Tunisien (1-1). Avant de s'envoler pour la Tunisie, les joueurs du nouvel entraîneur Karim Belhocine ont fait match nul face à l'ES Ben Aknoun à Alger (1-1).

Porte-drapeaux de l'Algérie aux JM de Tarente-2026

Zahra Kahli et Mohamed Walid Abi Ayad désignés

L'escrimeuse Zahra Kahli et le voleur Mohamed Walid Abi Ayad ont été désignés par le Comité olympique et sportif algérien (COA) pour porter le drapeau national lors de la cérémonie d'ouverture de la 20e édition des Jeux méditerranéens, prévue le 21 août à Tarente (Italie), a annoncé vendredi le COA. Zahra Kahli figure parmi les athlètes les plus en vue de l'escrime algérienne. Elle avait notamment été retenue dans la liste des «athlètes modèles»

lors des Jeux olympiques de la jeunesse 2018 de Buenos-Aires. De son côté, Mohamed Walid Abi Ayad s'est distingué par ses contributions au développement du volley-ball national, s'imposant comme l'une des figures de la discipline en Algérie. Cette désignation intervient dans le cadre des dernières préparations de la délégation algérienne en prévision des joutes méditerranéennes de Tarente, programmées du 21 août au 3 septembre 2026. L'Algérie participera avec 248 athlètes, dont 151 messieurs et 97

dames, à la 20e édition des Jeux méditerranéens, a annoncé jeudi à Alger le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Abderrahmane Hammad. La délégation sportive algérienne sera engagée dans 27 disciplines, sur les 33 inscrits au programme officiel de cette édition, qui réunira 26 comités nationaux olympiques. La délégation algérienne comptera par ailleurs le plus jeune athlète de ces Jeux, âgé de 14 ans et engagé en gymnastique.

LIGUE 1 MOBILIS 2026- 2027

La programmation des deux premières journées dévoilée

La Ligue de football professionnel (LFP) a dévoilé la programmation des deux premières journées du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, saison 2026-2027, dont le coup d'envoi sera donné les 27, 28 et 29 août prochains. Pour la première journée, prévue sur trois jours, l'ES Sétif accueillera l'ES Ben Aknoun, le jeudi 27

août à 19h00, avant le match MC Alger - MC Oran, programmé le même jour à 21h00. Le vendredi 28 août, le CR Témouchent recevra le CS Constantine à 19h00, tandis que l'US Biskra sera opposée à la JS Saoura, à la même heure. La JS El Biar accueillera, pour sa part, l'Olympique d'Akbou à 21h00. La première journée se poursuivra le samedi 29 août avec trois rencontres : USM Khenchela - USM Alger

à 17h00, ASO Chlef - CR Belouizdad à 19h00 et JS Kabylie - MB Rouissat à 21h00. La deuxième journée débutera le jeudi 3 septembre avec la rencontre MC Oran - CR Témouchent, prévue à 20h00. Le vendredi 4 septembre, deux rencontres sont au programme à 20h00 : CR Belouizdad - ES Sétif et ES Ben Aknoun - US Biskra. Trois autres rencontres sont programmées le samedi 5 septembre : CS

Constantine - ASO Chlef et MB Rouissat - Olympique Akbou à 19h00, puis USM Alger - JS El Biar à 21h00. Deux rencontres de cette deuxième journée ont été décalées au mardi 22 septembre à 20h00 : JS Kabylie - MC Alger et JS Saoura - USM Khenchela, en raison de la participation du MCA et de la JSS aux matchs du premier tour préliminaire de la Ligue des champions de la CAF.

ATLÉTICO MADRID

Alvarez souhaite trancher son avenir

Selon le journal espagnol «Sport», bien qu'Alvarez ait eu un premier échange avec l'entraîneur Diego Simeone, sa position n'a pas changé : il considère que son aventure avec le club des Rojiblancos est terminée et insiste pour trouver une porte de sortie durant cet été, tandis que le Barça continue de représenter sa destination de rêve, celle qu'il souhaite rejoindre. Le conflit dépasse le cadre des déclarations faites par le joueur pendant la Coupe du monde. Alvarez ressent en effet une profonde déception face à l'attitude adoptée par l'Atlético Madrid, conscient que le club n'a pas respecté l'engagement qu'il avait pris envers lui il y a quelques mois, selon ses proches. Les informations publiées ces dernières semaines indiquent que le directeur général Miguel Ángel Gil Marín lui avait promis en février de faciliter son départ en cas d'offre satisfaisante, le Barça ayant mis 100 millions d'euros sur la table, mais les Rojiblancos ont refusé de négocier. Fort de cela, l'attaquant a décidé de franchir un cap et d'annoncer publiquement sa volonté de partir. Pendant la Coupe du monde, Alvarez a ainsi déclaré : «Le mieux pour tout le monde, c'est un départ», affirmant son désir de réaliser son rêve, des propos qui ont provoqué une réaction catégorique de Gil Marín, lequel a précisé que l'Atlético Madrid ne souhaitait pas céder les droits du joueur.

Alvarez s'est entretenu avec Simeone

Les derniers développements ont confirmé que le retour du joueur à Madrid n'a pas modifié la donne. Alvarez a

L'attaquant argentin Julian Alvarez a repris les entraînements de l'Atlético Madrid cette semaine, sur fond de flou persistant autour de son avenir, qui demeure loin d'être



d'ores et déjà exposé sa position à l'entraîneur Diego Simeone, tandis que le technicien argentin lui a fait savoir qu'il le comptait dans ses plans pour cette saison. L'échange s'est déroulé dans un climat cordial, mais les deux parties campent sur des positions différentes : l'attaquant souhaite partir, alors que l'entraîneur ambitionne de s'appuyer sur lui. Dans le même temps, l'Atlético Madrid a maintenu publiquement une position très claire : le club n'envisage ni de céder ni de négocier son départ, et

estime que le joueur argentin doit présenter ses excuses pour ses déclarations et se concentrer sur le travail. Le club a même évoqué le cas d'Antoine Griezmann comme exemple de la manière de reconstruire la relation avec les supporters. Selon la chaîne «ESPN», et contrairement à ce qui s'est dit ces dernières heures, l'attaquant n'a pas présenté d'excuses à ses coéquipiers et ne leur a pas exprimé de regrets d'avoir annoncé ses intentions à la presse, sa position restant identique à celle qu'il avait affi-

chée lors de ses propos pendant la Coupe du monde.

La prochaine étape que les proches de l'attaquant cherchent actuellement à franchir consiste à s'asseoir avec Miguel Ángel Gil Marín. La chaîne «TyC Sports» a en effet rapporté leur demande d'organiser une réunion avec le directeur général de l'Atlético Madrid afin de tenter de mettre un terme à une crise qui menace de perdurer durant les dernières semaines du marché des transferts.

Allemagne

Vidovic vers SC Paderborn

Gabriel Vidovic tente une troisième fois sa chance dans l'élite allemande : après des essais dans son club formateur du Bayern Munich et au FSV Mayence, il se dirige désormais vers le promu, le SC Paderborn, selon les médias croates. Selon un rapport de Sportske Novosti, le SCP devrait payer autour de trois millions d'euros d'indemnité de transfert pour l'ailier gauche de 22 ans du Dinamo Zagreb. En Croatie, le départ imminent de Vidovic est accueilli avec une certaine surprise, puisqu'il n'avait rejoint le champion record qu'à l'été dernier et avait si-

gné un contrat jusqu'en 2029. Vidovic aurait expressément demandé à partir, affirme le rapport. Pour le match de championnat de vendredi soir, il ne figurait déjà plus dans le groupe du Dinamo. Vidovic est né à Augsburg et a rejoint dès l'âge de 12 ans le grand Bayern Munich en quittant le FCA, où il a longtemps été considéré comme un immense talent. Sous les ordres de l'ancien entraîneur Julian Nagelsmann, il a ensuite fait ses premiers pas chez les professionnels et a débuté en Bundesliga. S'en est suivi un prêt peu spectaculaire au Vitesse Arnhem (2022/23) et un autre prometteur au Dinamo un an plus tard, dont il avait parlé à SPOX lors d'une interview exclusive. Mais le rêve de s'imposer au Bayern ne s'est jusqu'ici pas concrétisé.

Tottenham Hotspur

Romero s'en va

L'Argentin Cristian Romero, capitaine de Tottenham Hotspur, a officiellement confirmé son départ des rangs de l'équipe, ouvrant la voie à l'annonce de son transfert attendu vers le club espagnol de l'Atlético Madrid. Le club espagnol s'est entendu pour boucler l'opération contre une somme estimée à environ 34,2 millions de livres sterling (40 millions d'euros), Tottenham conservant une clause lui accordant 15 % du montant de toute future revente du joueur. Dans un message d'adieu publié sur son compte Instagram, le défenseur de la sélection ar-

gentine a adressé un message aux supporters du club, exprimant sa fierté d'avoir réalisé son rêve de laisser son nom dans l'histoire des « Spurs », en tant que capitaine de l'équipe qui a mis fin à une disette de titres longue de 17 ans. Romero a déclaré dans son message d'adieu : « Aujourd'hui, je dis au revoir à l'endroit qui a été, pendant cinq saisons, bien plus qu'un simple club de football. Il a été ma maison, le théâtre de mes défis, et le lieu où ma famille et moi avons bâti une part très importante de notre vie. » Il a ajouté : « Je pars le cœur rempli de souvenirs et d'une immense fierté pour tout ce que nous avons vécu et pour tout ce que nous avons vécu ensemble pour l'accomplir. »

Sénégal

Thiaw réclame le paiement de ses arriérés

Pourquoi Pape Thiaw a-t-il adressé une mise en demeure au président de la fédération sénégalaise de football et pas à l'Etat du Sénégal qui paye pourtant les sélectionneurs ? C'est parce que c'est la fédération qui signe les contrats. L'ancien sélectionneur réclame le paiement de ses 6 derniers mois de salaires et des primes. Au total 423 millions 820 300 francs CFA (soit près de 650 000 euros). Les dirigeants du football sénégalais s'approprient à nommer le remplaçant de Pape Thiaw, limogé le mois dernier, au lendemain de l'élimination des Lions en 16ème de finale du Mondial 2026. Et pour Pape Thiaw, il n'est pas question de désigner son successeur, alors qu'on lui doit 6 mois d'arriérés de salaire, fait savoir l'entourage du technicien. Le nom du nouveau sélectionneur du Sénégal devrait être connu la semaine prochaine. Dans la short-list de la fédération sénégalaise de football, deux noms connus apparaissent : Patrick Vieira et l'ancien défenseur des Lions et membre de la génération 2002, Omar Daf.

Inter Milan

Frattesi opte pour la Lazio

Le transfert à Rome du milieu de terrain se conclut sur une heureuse issue, lui qui quitte l'Inter après trois saisons faites de hauts et de bas. Davide Frattesi est un nouveau joueur de la Lazio. C'est désormais aussi officiel. Le club laziale, à travers un communiqué publié sur son site officiel, a annoncé l'arrivée du milieu de terrain en provenance de l'Inter sous la forme d'un prêt avec option. L'opération se conclut par un prêt payant non plus à 1 million d'euros, mais à 5 millions d'euros. L'option d'achat est maintenue, mais elle est passée des 14 initiaux à 10 au total, plus bonus. Enfin, les 50 % sur la plus-value d'une future revente sont également maintenus.

AC MILAN

Amorim veut écarté Nkunku et Fofana

L'AC Milan est très actif sur le marché des transferts, que ce soit dans le sens des arrivées comme des départs. Arrivé cet été à la tête de l'AC Milan, Ruben Amorim a la lourde tâche de reconstruire son effectif après que le club n'a pas réussi à se qualifier pour la Ligue des champions la saison passée. Le coach portugais a décidé d'établir une liste de joueurs sur qui il ne comptait pas cette

année. Et deux internationaux français figurent dans ce groupe non désiré par le board milanais. Christopher Nkunku et Youssouf Fofana ne sont pas dans les plans de l'ancien entraîneur de Manchester United pour la saison prochaine, selon Fabrizio Romano. Arrivé l'été dernier en provenance de Chelsea contre un chèque de 37 millions d'euros, Nkunku n'a pas donné satisfaction (7 buts), tout comme son compatriote qui

est invité à trouver une porte de sortie. Les deux joueurs possèdent des touches dans d'autres clubs. Nkunku pourrait ainsi partir en prêt ou dans le cadre d'un transfert définitif. L'attaquant de 28 ans est courtisé par d'autres formations italiennes ainsi qu'à l'étranger, tout comme Fofana qui a rejoint la Lombardie il y a deux ans en provenance de l'AS Monaco. Et le duo tricolore n'est pas tout seul dans ce

cas. Cinq autres Milanais ont été placés dans un maxi loft qui compte donc sept joueurs condamnés à s'entraîner en marge de l'équipe première. Parmi eux se trouvent Fikayo Tomori, David Odogo, Pervis Estupinan, Santiago Giménez ou encore Filippo Terracciano. De bons petits coups à réaliser pour des clubs qui recherchent encore à se renforcer avant la clôture du mercato estival.

SUDOKU — LES MOTS CROISÉS

MUSÉE NATIONAL DU MOUDJAHID

Projection du film historique «**Kangamba**» sur Fidel Castro

Le film historique «*Kangamba*» a été projeté jeudi au Musée national du Moudjahid à Alger, dans le cadre de la célébration du centenaire de la naissance du leader et chef de la Révolution cubaine, Fidel Castro (1926-2016).



Réalisé et scénarisé par Rogelio Paris en 2008, le film a été projeté à l'initiative de l'ambassade de la République de Cuba en Algérie, sous le slogan «100 ans avec Fidel». La projection s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la République de Cuba en Algérie, Hector Igarza Cabrera, de moudjahidine, de représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie, ainsi que de cinéphiles et de passionnés d'histoire. A cette occasion, l'ambassadeur cubain a affirmé que son pays était honoré de présenter cette œuvre, qui met en lumière le combat des soldats cubains ayant soutenu, en août 1983, les

forces loyales au gouvernement angolais, au Musée national du Moudjahid qui constitue une institution dédiée à la préservation de la mémoire de la lutte du peuple algérien pour l'indépendance et symbole de la résistance, de la dignité et de la défense de la souveraineté nationale. Le diplomate a souligné que l'Algérie et Cuba partagent des valeurs et des principes profondément ancrés, fondés notamment sur la solidarité et la défense de la liberté et des droits des peuples, réaffirmant «la position cubaine constante en faveur des causes palestinienne et sahraouie et du droit des peuples palestinien et sahraoui à l'auto-

détermination et à vivre libres et indépendants». Ce rendez-vous a également constitué une occasion de revenir sur le riche parcours de Fidel Castro, considéré comme l'un des chefs d'Etat et dirigeants les plus emblématiques ayant défendu les causes justes dans l'histoire contemporaine. Une exposition photographique retraçant plusieurs étapes du parcours du leader cubain et ses relations historiques avec plusieurs mouvements de libération en Afrique et leurs dirigeants, notamment en Algérie et en Afrique du Sud, a également été organisée dans le hall du musée.

L'ASSOCIATION EL DJAHIDHIA A COMMÉMORÉ LE 16E ANNIVERSAIRE DE SA MORT

La vie et l'œuvre de Tahar Ouetar **disséquées**

L'association El Djahidhia a commémoré le 16e anniversaire de la mort de Tahar Ouetar, disséquant sa vie et son œuvre. Une atmosphère d'effervescence culturelle a imprégné, jeudi dernier, la Bibliothèque principale de lecture publique de la wilaya d'Alger qui, en collaboration avec l'association culturelle « El Djahidhia », a orga-

nisé une rencontre pour commémorer le seizième anniversaire de la disparition d'un grand nom de la littérature algérienne, le romancier Tahar Ouetar. La rencontre, qui s'est tenue au siège de l'association, en présence de la fille du défunt, a été l'occasion de rassembler une pléiade d'écrivains, de chercheurs, de critiques

et d'amis. Tous se sont succédé pour retracer le parcours de cet homme aux multiples facettes, à la fois écrivain visionnaire, militant infatigable et humaniste, dont l'œuvre continue d'éclairer la scène intellectuelle. Lors de cette journée, plusieurs personnalités ont pris la parole pour disséquer la vie et l'œuvre de l'auteur.

Anep- Annaba rouvre sa bibliothèque Amar-Laskri

Une remise de 30 % sur les ouvrages et une tombola pour les lecteurs assidus

Pour la réouverture officielle et le réaménagement de la bibliothèque Amar Laskri, à Annaba, l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (Anep) a annoncé avoir accordé aux clients des réductions exceptionnelles fixées à 30 % sur l'ensemble des titres édités par ses soins.

Il faut savoir que, s'inscrivant dans le prolongement des efforts continus déployés par l'éditeur public pour encourager la lecture et enraciner la culture du livre, l'initiative visait prioritairement à rapprocher le produit éditorial du citoyen, selon le communiqué de l'entreprise, publié jeudi dernier.

Cette démarche permet de rendre les ouvrages littéraires, historiques et scientifiques plus accessibles à toutes les franges de la population locale, tout en redynamisant de manière significative cet espace de savoir et de rayonnement intellectuel fraîchement réhabilité. À cette occasion, une cérémonie de tirage au sort d'une tombola a été organisée, au bénéfice exclusif des visiteurs et des lecteurs assidus de la bibliothèque. Se déroulant dans un climat de convivialité, cette initiative inédite a suscité un engouement particulier auprès du public annabi.

Le tirage au sort a permis de récompenser trois heureux lauréats en leur attribuant des prix d'une valeur symbolique et culturelle inestimable, soigneusement conçus pour les intégrer directement dans l'écosystème littéraire national. Le premier prix a été décerné à Yahiaoui, qui a décroché une invitation tous frais payés pour assister à la prestigieuse cérémonie d'annonce des lauréats de la prochaine édition du Grand Prix Assia Djebar du roman. Le deuxième prix a été attribué à Noureddine Nezahi, qui bénéficiera d'une prise en charge totale pour prendre part aux multiples activités du Salon international du livre d'Alger (Sila 2026). Enfin, le troisième prix est revenu à Madame Farah Redjal, qui s'est vu remettre un riche coffret comprenant une sélection d'ouvrages de référence issus des récentes éditions de l'Anep.

Garantissant la transparence absolue de cette opération d'encouragement à la lecture, le processus de tirage au sort s'est déroulé sous l'encadrement et la supervision du directeur régional. L'événement s'est déroulé en présence de plusieurs figures de la scène culturelle et artistique locale et nationale, à l'instar du poète Abdelhamid Chekil, de l'homme de lettres Redouane Aloui, de la romancière Lamis Seloua Massai et du chanteur Kamel Benani.

«NABDH EL DHAKIRA», DU MINISTÈRE DES MOUDJAHIDINE

Un rempart éditorial pour la souveraineté mémorielle

La revue se veut un rempart éditorial pour la souveraineté mémorielle pour défendre la mémoire nationale.

Le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit a annoncé, jeudi dernier, dans un communiqué, le lancement officiel de sa nouvelle revue institutionnelle intitulée « Nabdh El Dhakira » (Le Pouls de la mémoire), dont le premier numéro traite du mois de juillet dernier.

Cette publication s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de protection de la mémoire nationale et vise à constituer un espace de référence pour la documentation historique et la promotion des valeurs de la Révo-

lution du 1er Novembre 1954, précise la même source.

Placée sous le slogan « Une mémoire préservée et une patrie victorieuse », cette revue est conçue comme une interface académique et culturelle de haut niveau. Elle a pour mission fondamentale de pérenniser le legs des chouhada et des moudjahidine, tout en transmettant fidèlement l'histoire de la lutte de libération aux générations montantes. Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, le Pr Abdelmalek Tachrifet, souligne dans l'éditorial de ce premier numéro que ce support média constitue une « fenêtre sur la mémoire » destinée à renforcer l'immunité nationale face aux défis contemporains, notamment la dé-

sinformation numérique. Le contenu du premier numéro reflète une approche exhaustive du dossier mémoriel. Il intègre un message du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion du 64e anniversaire de l'Indépendance, réaffirmant le caractère sacré de la mémoire nationale. La revue propose également des dossiers de recherche approfondis, tels qu'une étude sur les massacres du 8 Mai 1945 à travers les archives françaises, analysant les mécanismes de documentation et d'occultation coloniale, ainsi que des travaux sur les effets des explosions nucléaires françaises dans le Sahara algérien. Structurée de manière rigoureuse, « Nabdh El Dhakira » comporte plusieurs rubriques fixes

: « Étapes éternelles », « Batailles glorieuses », « Réalisations pionnières » et « Voix du Moudjahid », cette dernière étant dédiée au recueil de témoignages vivants. La revue accorde également une place prépondérante à la modernisation du secteur, détaillant les avancées en matière de transformation numérique et de protection sociale des ayants droit. En évitant toute approche conjoncturelle, ce nouvel organe institutionnel se positionne comme un instrument de souveraineté, visant à unifier le récit historique national et à contrer toute tentative de falsification des faits liés au combat du peuple algérien pour sa dignité.

RE

Trait d'esprit

“Que l’on me donne six heures pour couper un arbre, j’en passerai quatre à préparer ma hache.”

Abraham Lincoln

Mondiaux U17 de lutte de plage

L'équipe nationale en stage à Bakou avant la compétition

La sélection nationale algérienne de lutte de plage des moins de 17 ans entamera, à partir de ce dimanche, un stage de préparation en Azerbaïdjan qui s'étalera jusqu'au 26 août, en prévision des prochaines échéances internationales, a indiqué hier la Fédération algérienne des luttes associées. La délégation algérienne a rallié hier la capitale azerbaïdjanaise, Bakou, avant de prendre part aux Championnats du monde de la catégorie, selon la même source. Ce stage, précise un communiqué de la fédération, s'inscrit dans le cadre du programme de préparation de la sélection nationale, qui sera ponctué par sa participation aux Championnats du monde de lutte de plage, prévus le 27 août à Bakou. Cette compétition constitue un rendez-vous important visant à permettre aux athlètes nationaux d'acquérir de l'expérience et de se mesurer aux meilleurs lutteurs au niveau mondial. La participation de la sélection nationale à cette compétition s'inscrit également, ajoute la même source, dans le cadre de la préparation aux Jeux olympiques de la jeunesse Dakar-2026, prévus en novembre prochain. Elle permettra au staff technique d'évaluer l'état de préparation des lutteurs et de renforcer leurs capacités techniques et compétitives en prévision de cette échéance sportive internationale. Le staff technique et sportif compte tirer le meilleur profit de ce stage et de cette participation mondiale, tout en poursuivant le développement du niveau des éléments nationaux des moins de 17 ans, au service des objectifs de la sélection lors des prochaines échéances, conclut le communiqué.

Éclipse solaire

Instant suspendu sur le bord de la route à Adekar

Jeudi soir, c'est sur la route nationale 12, du côté d'Assif El Hammam, relevant de la commune d'Adekar, que nous avons assisté à l'éclipse solaire, un spectacle inédit et magnifique. Avec Ali Mohand El Hocine et Saadi Brahim de l'association Thifthilit, nous nous sommes arrêtés dans un endroit dégagé d'où la vue s'ouvrait clairement sur l'horizon. Des voitures étaient déjà garées sur le bas-côté. Leurs occupants, téléphone à la main, faisaient la même chose que nous : regarder, photographier, immortaliser l'instant. Le soleil prenait la forme d'un croissant rouge et s'abaissait lentement. De 19 h 20 à 19 h 35, nous l'avons observé. Depuis l'endroit où nous nous trouvions, il a fini par disparaître complètement. Un silence particulier s'est installé, comme si tout le monde retenait son souffle en même temps. Ce n'était pas un événement ordinaire. Un phénomène comme celui-ci ne se produit pas souvent. Les photos prises ce soir-là, celles de mon téléphone et celles de Mohand El Hocine, gardent quelque chose de cette lumière étrange et de cette courte magie partagée au bord de la route.

B. B.

5 décès et 543 blessés en 48 heures dans des accidents routiers

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 543 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, indique samedi un communiqué de la Protection civile. S'agissant du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 2699 interventions ayant permis de sauver 1911 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 618 autres et d'évacuer 167 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant, toutefois le décès par noyade en mer de 4 personnes dans les wilayas d'Alger, Skikda, Mostaganem et Jijel. Durant la même période, l'intervention des secours de la Protection civile a permis l'extinction de 6 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Oran, Ain Defla, Tizi Ouzou, Annaba et Timimoun. En outre, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 63 incendies du couvert végétal, dans plusieurs wilayas du pays, selon la même source.

Lancement du tirage au sort pour les pèlerins Hadj 2027 dans toutes les communes

Le tirage au sort pour arrêter les listes définitives des pèlerins concernés par la saison du Hadj 2027 (1448 H) a débuté, hier, au niveau des différentes communes du pays. Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports avait annoncé que le tirage au sort se déroulerait «au niveau des sièges des APC ou de tout autre lieu approprié désigné par les autorités locales», invitant les concernés à suivre le déroulement de cette opération.

La wilaya d'Alger dément des fausses informations sur un concert au complexe « El Hadi Flici »

Les services de la wilaya d'Alger ont démenti, hier, des rumeurs circulant sur les réseaux sociaux concernant un concert au complexe culturel « El Hadi Flici » et la vente de billets en ligne. Dans un communiqué, ils ont expliqué qu'une annonce sur un compte Instagram prétendant promouvoir cet événement était totalement infondée et que ni le concert ni la vente de billets n'avaient été autorisés. La wilaya a précisé que ce compte ne représente pas officiellement le complexe et qu'il n'a aucun lien avec l'établissement public « Arts et Culture »,

chargé de sa gestion. Elle a appelé les citoyens à la vigilance, leur conseillant de ne pas se laisser tromper par ces annonces et d'éviter d'acheter des billets ou de fournir des informations personnelles sur la plateforme concernée. Il a également été mentionné que les annonces officielles ne sont publiées que sur les pages officielles de la wilaya d'Alger. Suite à ces dérives, la wilaya a déposé une plainte auprès des autorités judiciaires pour utilisation frauduleuse du nom de l'établissement, afin de préserver la crédibilité du service public.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :

028 26 99 24

L'EXPRESS

CONFLIT USA- IRAN

Ormuz restera iranien, martèle Téhéran

Téhéran a affirmé hier que le détroit d'Ormuz « restera iranien ». La mise au point intervient au lendemain d'une déclaration de Donald Trump qui, le sourire aux lèvres, a assuré que ce passage stratégique ferait partie du territoire américain une fois l'Iran « battu ».

Depuis plus de cinq mois, le conflit qui oppose les deux pays a déjà fait des milliers de morts. Il se cristallise aujourd'hui autour de cette voie maritime essentielle au transport mondial des hydrocarbures. L'attaque américano-israélienne de fin février contre la République islamique a marqué le début de la guerre au Moyen-Orient. En riposte, Téhéran a frappé plusieurs pays voisins alliés de Washington et a verrouillé le détroit, provoquant une flambée des cours du pétrole. Les États-Unis ont répondu par un blocus des ports iraniens. Vendredi, lors d'un meeting à Garden City, près de New York, Donald Trump a déclaré : « Une fois que nous aurons fini de battre l'Iran (...), bientôt je déclarerai le détroit d'Ormuz comme étant un territoire des États-Unis. » Le président américain répète régulièrement que Washington exerce déjà le « contrôle » du détroit, une affirmation que Téhéran qualifie de mensonge. Selon Brian Schwartz, journaliste du Wall Street Journal citant un haut responsable de la Maison Blanche, le président « plaisantait ». L'Iran n'a pas attendu pour réagir. Samedi matin, le vice-ministre des



Affaires étrangères Kazem Gharibabadi a écrit sur X : « Le détroit d'Ormuz a été iranien, est iranien et restera iranien. Ce détroit ne sera ouvert et fermé que sur ordre de l'Iran. » Et d'ajouter qu'il « ne peut pas être pris d'assaut avec un tweet ou un porte-avions, ni par un décret pré-

sidentiel, ni par un discours de campagne électorale ». Alors que l'une des justifications avancées pour l'attaque de février était la crainte de voir Téhéran se doter de l'arme nucléaire, Donald Trump a par ailleurs promis que l'Iran ne l'aurait « jamais ».

R. N.

TRANSPORT PUBLIC SANS AUTORISATION

Attention aux sanctions !



La Gendarmerie nationale a averti les propriétaires de véhicules de transport public qu'exercer l'activité de transport de voyageurs vers les villes côtières sans autorisation légale

est illégal et peut entraîner des poursuites judiciaires, avec des amendes allant jusqu'à 80 000 dinars. Ils rappellent que cette activité nécessite une autorisation spéciale délivrée par la direction des

transports de la wilaya. Cette mise en garde arrive en période estivale, où les déplacements vers les plages augmentent. Les sanctions incluent également la possibilité de mise en fourrière du véhicule pour 15 à 45 jours. De plus, la gendarmerie a insisté sur l'importance de la sécurité routière, recommandant d'éviter les manœuvres dangereuses et de respecter les périodes de repos, surtout pour les trajets de longue distance. Ils appellent les transporteurs à respecter les réglementations en matière de sécurité pour protéger les voyageurs et les usagers de la route. ■

MAWLID ENNABAOUI : JOUR FÉRIÉ LE 25 AOÛT

Le ministère des Affaires religieuses et des Waqfs a annoncé que le Mawlid Ennabaoui sera célébré en Algérie le jeudi 25 août. Cette journée sera chômée et payée pour l'ensemble des

travailleurs, à l'exception de ceux qui assurent un travail posté. Le Mawlid Ennabaoui, qui commémore la naissance du prophète Mohammed (paix et salut sur lui), reste l'une des fêtes religieuses les

plus importantes du pays. Dans les foyers, elle se traduit souvent par la préparation de plats traditionnels. C'est aussi l'occasion pour les familles de se réunir et de partager un moment de convivialité.